

Les origines du conflit israélo-palestinien

Alors que le Proche-Orient baigne régulièrement dans le sang, la recherche d'une solution équitable implique que l'on s'attaque aux racines du conflit. La sagesse [juive], dans sa forme conventionnelle, a l'habitude de rappeler que, même si les deux parties ont leur part de responsabilité, les Palestiniens sont des « terroristes » irresponsables sans aucun point de vue valable méritant d'être écouté. Cependant, nous, nous pensons que les griefs des palestiniens sont parfaitement justifiés : durant la création de l'Etat d'Israël, ils ont été dépossédés de leur terre d'origine plus que millénaire, sans qu'on leur demande leur avis et surtout par la force. Et tous les crimes ultérieurs – commis de part et d'autre – sont la conséquence inéluctable de cette injustice.

Cet exposé décrit l'histoire de la Palestine dans ses grandes lignes. Son but est de démontrer de quelle manière ce processus s'est déroulé et à quoi devrait ressembler une solution morale aux problèmes de la région. Si vous vous intéressez aux peuples du Proche-Orient, les Juifs et les Arabes, vous devez de lire cette contribution à l'autre face de l'histoire.

Introduction

La version habituelle des sionistes est qu'ils se sont manifestés en Palestine à la fin du 19^{ème} siècle pour reconquérir leur patrie ancestrale ; que des Juifs achetèrent des terres et commencèrent à y établir la communauté juive ; qu'ils rencontrèrent une opposition violente et grandissante de la part des Arabes palestiniens, opposition provenant sans doute de leur antisémitisme inhérent ; que les sionistes furent alors obligés de se défendre et que, d'une manière ou d'une autre, cette situation a perduré jusqu'à aujourd'hui.

Le problème avec cette explication, c'est qu'elle est tout simplement fausse. Nous allons le découvrir dans cet exposé grâce à des preuves écrites noir sur blanc. La vérité, c'est que dès le début le mouvement sioniste était pressé de

déposséder la population arabe native de la quasi-totalité de sa terre, afin qu'Israël devienne un Etat hébreu d'un seul tenant. Les terres, que le Fonds National Juif achetaient, étaient détenues au nom du peuple juif et ne pourraient plus jamais être revendues ou même louées à des Arabes (cette situation est toujours d'actualité.)

Au fur et à mesure que la communauté arabe prenait conscience des intentions sionistes, et parce que cela constituait un danger réel et immédiat qui menaçait l'existence même de la société arabe en Palestine, elle s'opposa vigoureusement à la poursuite de l'immigration juive ainsi qu'à l'achat de terres. A cause de cette opposition, l'ensemble du projet sioniste n'aurait jamais pu aboutir sans le soutien militaire des Britanniques. Soit dit en passant, la grande majorité de la population de Palestine était arabe depuis le 7^{ème} siècle (soit depuis plus de 1.200 ans.)

En résumé, le sionisme s'est appuyé sur une vision erronée et colonialiste du monde, ne faisant aucun cas des autochtones. En fait, l'opposition des Arabes au sionisme trouvait son origine dans la peur tout à fait légitime de voir leur peuple dépossédé de sa terre, plutôt que dans des considérations purement antisémites.

Etant juifs nous-mêmes, nous tenons à préciser que la position que nous défendons ici, qui est une critique du sionisme, n'est en aucune manière antisémite. En fait, nous ne pensons pas que les Juifs ont agi d'une façon pire que n'importe quel autre groupe l'aurait fait dans la même situation. Après la sinistre oppression subie par les Juifs, les sionistes (qui, jusqu'au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, constituaient une nette minorité à l'intérieur du peuple juif) avaient le désir compréhensible de s'installer quelque part où les Juifs pourraient se rendre maîtres de leur propre destin. Les agissements des sionistes étaient motivés par un profond désespoir, d'autant plus que les menaces sur la communauté juive se cristallisèrent à la fin des années 1930 et suivantes.

Tout comme le désespoir des Arabes motivait leurs actes : la mythique « terre sans peuple pour un peuple sans terre »¹ était déjà la patrie de 700.000 Palestiniens en 1919 ! Ainsi que nous allons le voir, c'est là que se trouve la racine du problème.

¹ [NdT] La formule, souvent attribuée à Golda Méïr, qui l'a effectivement utilisée, n'est pourtant pas d'elle. En effet, à en croire le regretté savant lillois, Jean-Marie Delmaire, elle "a été prononcée en 1891, aux Etats-Unis, par Blackstone, un pasteur rempli de zèle pour le retour à Sion des juifs, qu'il souhaitait ensuite convertir au plus vite." (Jean-Marie Delmaire, *De Jaffa jusqu'en Galilée. Les premiers pionniers juifs (1882-1904)*, p. 109.)

L'histoire originelle de la région

Avant la première immigration des Hébreux, vers 1800 av. J.C., le pays de Canaan était occupé par les Cananéens.

"Entre -3000 et -1100, la civilisation cananéenne couvrait tout le territoire constitué aujourd'hui d'Israël, de la Cisjordanie, du Liban ainsi que d'une bonne partie de la Syrie et de la Jordanie... Ceux qui restèrent sur les collines de Jérusalem après l'expulsion des Juifs par les Romains (au 2^{ème} siècle) formaient un melting-pot de fermiers et de vigneron, de païens et de chrétiens fraîchement convertis, de descendants des Arabes, de Perses, de Samaritains, de Grecs ainsi que d'anciennes tribus cananéennes." *Marcia Kunstel et Joseph Albright, « Their Promised Land. »*

Le véritable héritage ancestral des Palestiniens

"Mais tous ces [différents peuples qui étaient venus à Canaan] constituaient des rajouts, des petites branches greffées sur l'arbre originel... et cet arbre étalon était cananéen... [Les envahisseurs arabes du 7^{ème} siècle] convertirent les autochtones à l'islam, s'installèrent de façon permanente, et pratiquèrent l'exogamie avec eux, dont le résultat fut que tous devinrent si complètement arabisés que l'on ne peut pas dire où finissent les Cananéens et où commencent les Arabes." *Illene Beatty, « Arab and Jew in the Land of Canaan. »*

Le règne des Juifs ne représente pas plus qu'une simple période de toute l'histoire de la Palestine ancienne

"Les longs règnes de David et de Salomon, sur lesquels les sionistes basent leurs exigences territoriales, ne durèrent en tout qu'environ 73 ans... Puis ils se désagrégèrent... [Même] en admettant que l'ensemble des règnes juifs anciens furent autonomes, de la conquête de Canaan par David en 1000 av. J.C. jusqu'à la liquidation de Juda en 586 av. J.C., cela nous donne [seulement] une domination juive de 414 ans." *Illene Beatty, « Arab and Jew in the Land of Canaan. »*

Plus sur la civilisation cananéenne

"Des fouilles archéologiques récentes ont fourni la preuve que Jérusalem était déjà une ville importante et fortifiée en 1800 av. J.C.... Des découvertes montrent que le système sophistiqué d'approvisionnement en eau, attribué jusqu'ici à la maîtrise des Israélites, leur était en réalité antérieur de huit

siècles et était même encore plus sophistiqué qu'on ne l'imaginait... Le Dr Ronny Reich, qui dirigea les travaux d'excavation avec Elie Shuikrun, a affirmé que l'ensemble de ce système fut construit comme un seul complexe, au milieu de l'âge de bronze – vers 1800 av. J.C. par les Cananéens " *The Jewish Bulletin*, 31 juillet 1998.

Pendant quelle durée la Palestine a-t-elle été spécifiquement un pays arabe ?

"La Palestine est devenue un pays essentiellement arabe et islamique à partir de la fin du septième siècle. Presque immédiatement après, ses frontières et ses caractéristiques – y compris son nom arabe, *Filastin* – furent connues dans tout le monde islamique, tant pour sa fertilité et sa beauté que pour son importance religieuse... En 1516, la Palestine devint une province de l'empire ottoman, ce qui ne la rendit pas moins fertile, moins arabe ou moins islamique... L'agriculture occupait soixante pour cent de la population ; les quarante pour cent restants étaient répartis entre les citadins et un groupe relativement peu important de nomades. Tous ces gens étaient convaincus de leur appartenance à un pays qui s'appelait la Palestine, bien qu'ils se sentissent appartenir à une nation arabe plus large... Malgré l'arrivée constante de colons juifs en Palestine après 1882, force est de constater que jusqu'aux dernières semaines précédant l'instauration d'Israël au printemps 1948 il n'y avait jamais rien eu d'autre qu'une écrasante majorité d'Arabes. A titre d'exemple, la population juive en 1931 se chiffrait à 174.606 sur une population totale de 1.033.314." *Edward Saïd*, « *The Question of Palestine*. »

Comment la propriété terrienne en Palestine était-elle organisée et quand cela a-t-il changé ?

"[Le code de propriété ottoman de 1858] exigea l'enregistrement nominatif de tous les propriétaires individuels de terres agricoles. La plupart d'entre eux, qui relevaient de systèmes traditionnels du droit à la jouissance des terrains – généralement *masha'a* ou usufruit collectif – dans les zones montagneuses de Palestine, ne se firent jamais recenser. Ainsi, la nouvelle loi signifia que pour la première fois un paysan pouvait être privé, non pas du titre de propriété de son terrain qu'il avait rarement détenu auparavant, mais du droit d'y vivre, de le cultiver et de le transmettre à ses héritiers. Droit qui était demeuré inaliénable jusque là... Avec les dispositions de la loi de 1858, les droits collectifs à la jouissance des terrains furent souvent ignorés... A la place, des membres de la haute société, experts en manipulation et en contournement du processus juridique, firent enregistrer de vastes régions comme leur appartenant... Les *fellahin* [les paysans] considéraient tout naturellement que la terre était à eux et c'est, le plus souvent, lorsque la terre fut vendue aux colons juifs par des propriétaires absents qu'ils découvrirent qu'ils avaient cessé d'en être les

propriétaires légaux... Non seulement la terre avait été achetée, mais les Arabes qui la cultivaient furent expropriés et remplacés par des étrangers qui avaient des objectifs manifestes sur la Palestine." *Rashid Khalidi, «Blaming The Victims, » éd. Saïd & Hitchens.*

L'opposition arabe à l'arrivée des sionistes provenait-elle de leur soi-disant antisémitisme inhérent ou plutôt du véritable sentiment de péril qu'ils éprouvèrent quant à l'avenir de leur communauté ?

"L'objectif du Fonds [National Juif] était de 'convertir la terre de Palestine, en possession inaliénable du peuple juif.'... Dès 1891, le leader sioniste Ahad Ha'am² écrivit que les Arabes 'avaient très bien compris ce que nous étions en train de faire et quel était notre but'... [Théodore Herzl, le fondateur du sionisme, a exposé] 'Nous essaierons de faire disparaître la population [arabe] sans ressources de l'autre côté de la frontière en lui procurant du travail dans les pays de transit, tandis que nous lui refuserons tout travail dans notre propre pays... Le processus d'expropriation et l'expulsion des pauvres devront se dérouler discrètement et avec circonspection'... Dans plusieurs endroits du Nord de la Palestine, des fermiers arabes refusèrent de quitter leur terre qui avait été achetée par le Fonds à des propriétaires absents, et les autorités turques, à la demande du Fonds, les en chassa... Les Juifs natifs de Palestine, eux aussi, réagirent négativement au sionisme. Ils ne voyaient pas l'intérêt d'un Etat hébreu en Palestine et ne voulaient pas exacerber les relations avec les Arabes." *John Quigley, "Palestine and Israel : A Challenge to Justice."*

Vous avez dit un antisémitisme inhérent ? - suite

"Avant le 20^{ème} siècle, la plupart des Juifs de Palestine faisaient partie de l'ancienne communauté *Yishuv* qui s'y était installée, d'ailleurs plus pour des raisons religieuses que pour des motifs politiques. Il n'y avait pratiquement aucun conflit entre eux et la population arabe. C'est lors de l'arrivée des colons sionistes dans les années 1880 que les tensions surgirent... lorsqu'ils achetèrent des terrains à des propriétaires absents, ce qui conduisit à

² [NdT] Ahad-Ha'am fonda en 1896 la revue mensuelle *Hashiloah*, qu'il dirigea jusqu'en 1902. En 1897, il participa au premier Congrès sioniste, où il critiqua sévèrement la conception politique de Herzl. Ahad-Ha'am s'établit à Londres en 1907, et pendant la première guerre mondiale, il s'associa aux efforts du Dr Haïm Weizmann pour l'obtention de la Déclaration Balfour, à la rédaction de laquelle il prit une part active. En 1922, il vint s'établir à Tel-Aviv. Le principe fondamental du sionisme d'Ahad-Ha'am est la régénération spirituelle et morale du peuple. Ses essais eurent une grande influence sur la doctrine sioniste, et il est considéré comme le père du "sionisme spirituel". Sa phrase la plus célèbre : "Ce n'est pas Israël qui a conservé le Shabath, mais c'est le Shabath qui a conservé Israël".

l'expropriation des paysans qui les avaient cultivés." *Don Peretz*, «*The Arab-Israeli Dispute*. »

Un antisémitisme inhérent ? - suite

"[Pendant le moyen-âge,] l'Afrique du Nord et le Proche-Orient arabe devinrent des lieux de refuge et des havres pour les Juifs persécutés, d'Espagne ou d'ailleurs... En Terre Sainte... tous vivaient ensemble en [relative] harmonie, harmonie qui ne fut bouleversée que lorsque les sionistes commencèrent à revendiquer que la Palestine était la possession 'légitime' du 'peuple juif' à l'exclusion de ses habitants musulmans et chrétiens." *Sami Hadawi*, «*Bitter Harvest*. »

L'attitude des Juifs à leur arrivée en Palestine envers les Arabes

"Les Juifs, qui étaient [généralement] des serfs dans les pays de la Diaspora, se retrouvèrent subitement libres [en Palestine] ; et ce changement éveilla en eux une tendance au despotisme. Ils traitèrent les Arabes avec hostilité et cruauté, les privèrent de leurs droits, ils les offensèrent sans raison et se vantèrent même de ces exploits ; et aucuns d'entre nous ne s'opposa à ce penchant méprisable et dangereux." *Ahad Ha'am*, écrivain sioniste cité dans «*Bitter Harvest* » de *Sami Hadawi*.

Propositions en vue d'une coopération judéo-arabe

"Un article de Yitzhak Epstein, publié en 1907 dans *Hashiloah*... appelait, après 30 ans d'activité colonisatrice, à une nouvelle politique sioniste vis à vis des Arabes... Comme *Ahad Ha'am* en 1891, Epstein expliqua que, puisque aucune bonne terre n'était disponible, l'implantation juive impliquait l'expropriation des Arabes... La solution d'Epstein à ce problème, pour éviter une nouvelle 'question juive', fut de créer un programme binational et non-exclusif de colonisation et de développement. L'achat de terres ne devant pas impliquer l'expropriation des pauvres métayers, il proposa d'instaurer une communauté fermière mixte, où les Arabes pourraient profiter des techniques modernes. Les écoles, les hôpitaux et les bibliothèques devaient être non-exclusifs et l'éducation bilingue... L'idée d'une coopération paisible et non-exclusive en lieu et place de la pratique d'expropriation ne trouva pas beaucoup d'écho. Epstein fut calomnié et méprisé pour sa pusillanimité." *Benjamin Beit-Hallahmi*, auteur israélien, «*Original Sins*. »

Lorsque le mouvement sioniste débuta, la Palestine était-elle la seule destination, voire celle préférée, des Juifs confrontés à la persécution?

"Les pogromes obligèrent de nombreux Juifs à quitter la Russie. Des groupes, connus pour être des 'inconditionnels de Sion', précurseurs de l'organisation sioniste, réussirent à convaincre quelques émigrants effrayés de se rendre en Palestine. Là-bas, argumentèrent-ils, les Juifs reconstruiront l'ancien 'Royaume juif de David et de Salomon.' Mais la plupart des Juifs russes ignorèrent leur appel et fuirent vers l'Europe et les Etats-Unis. A partir de 1900, rien qu'aux Etats-Unis, un million de Juifs s'étaient déjà installés." *The People Press Palestine Book Project, « Our Roots Are Still Alive. »*

La période du mandat britannique 1920-1948

La déclaration de Balfour promet une patrie juive en Palestine.

"La déclaration de Balfour, faite en novembre 1917 par le gouvernement britannique... a été faite (a) par une puissance européenne, (b) à propos d'un territoire non-européen, (c) en totale indifférence à la présence et aux souhaits de la majorité des autochtones vivant sur ce territoire... [Comme Balfour l'a lui-même écrit en 1919], 'La contradiction avec la lettre de la convention (la déclaration anglo-française de 1918 promettant l'indépendance aux Arabes des anciennes colonies ottomanes en récompense pour leur soutien aux alliés) est encore plus flagrante dans le cas d'une nation indépendante de Palestine que dans celui d'une nation indépendante de Syrie. En tout cas, en Palestine, nous ne proposons même pas de consulter les habitants sur ce qu'ils souhaitent... Les quatre puissances [Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Russie] ont pris des engagements vis à vis du sionisme – à tort ou à raison, qu'il soit bon ou mauvais, le sionisme puise ses racines dans une tradition ancestrale – pour satisfaire ses besoins présents et ses espoirs futurs, plus importants que les désirs ou les préjugés des 700.000 Arabes vivant aujourd'hui sur cette très vieille terre," *Edward Saïd, « The Question of Palestine. »*

La Palestine n'était-elle pas une terre laissée à l'abandon avant l'immigration des Juifs ?

"Le haut-commissaire britannique en Palestine, John Chancellor, recommanda la suspension totale de l'immigration juive et l'achat de terres afin de protéger l'agriculture arabe. Il précisa que 'toutes les terres cultivables étaient occupées ; qu'aucune terre cultivable possédée actuellement par la population autochtone ne pouvait être vendue à des Juifs sous peine de créer une classe de cultivateurs arabes sans terre'... Le Bureau Colonial rejeta cette recommandation." *John Quigley, « Palestine and Israel : A Challenge to Justice. »*

Les premiers sionistes avaient-ils l'intention de vivre côte à côte avec les Arabes ?

En 1919, la commission américaine *King-Crane* passa six semaines en Syrie et en Palestine à discuter avec diverses délégations et à lire des pétitions. Le rapport suivant fut établi : "Les membres de la commission commencèrent leur étude sur le sionisme avec un à priori favorable... La réalité qui apparut à plusieurs reprises lors des conférences de la commission avec des représentants juifs est que les sionistes attendaient avec impatience, au moyen de différentes

modalités d'achat, l'expropriation quasi totale des actuels habitants non-juifs de la Palestine... Si le principe [de l'autodétermination] doit être la règle, et que les souhaits de la population palestinienne sont déterminants pour décider de ce que l'on doit faire avec la Palestine, alors on doit garder en mémoire que la population non-juive de Palestine – environ quatre-vingt dix pour cent de sa totalité – est catégoriquement opposée à l'ensemble du programme sioniste... Faire subir à un peuple aussi déterminé une immigration juive illimitée ainsi qu'une pression financière et sociale constante pour qu'il cède sa terre serait une violation grossière de ce fameux principe... Aucuns des officiers britanniques, consultés par les membres de la commission, ne croient en la capacité du programme sioniste de se réaliser, à moins de recourir à la force des armes. Les officiers pensent globalement qu'une force d'au moins cinquante mille soldats serait nécessaire rien que pour démarrer ce programme. Ce qui, en soi, prouve la profonde injustice du programme sioniste... La revendication initiale soumise régulièrement par les représentants sionistes, basée sur une occupation datant de deux mille ans, ne peut être sérieusement prise en considération." *Relevé dans « The Israel-Arab Reader » éd. Laquer & Rubin.*

Côte à côte – suite

"La politique sioniste d'occupation des sols fait partie intégrante de la constitution de l'Agence Juive pour la Palestine... 'la terre doit être acquise en tant que propriété juive et les titres de propriété doivent être établis au nom du Fonds National Juif, aux fins d'être détenus en tant que propriété inaliénable du peuple juif.' La clause stipule que 'l'Agence encouragera l'implantation agricole basée sur le travail juif'... Cette politique de colonisation sioniste eut pour effet de conférer l'extraterritorialité aux terres acquises par des Juifs ; et les Arabes ne pouvaient plus les exploiter...

"Les sionistes ne firent pas mystère de leurs intentions, puisque dès 1921, le Dr Elder, un membre de la commission sioniste, dit effrontément devant la cour d'instruction, 'Il ne peut y avoir qu'une seule patrie en Palestine, et elle doit être juive, et il n'y aura pas de traitement égalitaire entre les Juifs et les Arabes, mais une prépondérance juive dès que la race aura atteint un nombre suffisant.' Puis il réclama que seuls les Juifs ne doivent être autorisés à porter des armes." *Sami Hadawi, « Bitter Harvest. »*

Confrontés à une opposition arabe, les sionistes ont-ils soutenu l'installation d'un gouvernement majoritaire en Palestine ?

"Clairement, la dernière chose que les sionistes voulaient était que tous les habitants de Palestine eussent le même poids dans la conduite des affaires du

pays... Chaim Weizmann³ fit bien comprendre à Churchill qu'un gouvernement représentatif sonnerait la fin de la patrie juive en Palestine... [Churchill] déclara, 'La forme de gouvernement actuelle se poursuivra pendant de nombreuses années. Nous mettrons en place, pas à pas, des institutions représentatives qui conduiront à une autonomie totale, mais les enfants de nos enfants seront morts lorsque cela sera accompli.'" *David Hirst*, «*The Gun and the Olive Branch*. »

Le rejet du droit à l'autodétermination pour les Arabes

"Même si personne n'avait dû perdre sa terre, le programme [sioniste] était injuste dans son principe car il déniait les droits politiques de la majorité... Le sionisme ne pouvait pas autoriser les autochtones à exercer leurs droits politiques parce que cela aurait sonné la fin de l'entreprise sioniste." *Benjamin Beit-Hallahmi*, «*Original Sins*. »

La résistance arabe envers le sionisme pré-israélien

"De 1936 à 1939, les Arabes palestiniens tentèrent de conduire une révolte nationaliste... David Ben Gourion, éminemment réaliste, en reconnut la nature. Lors de discussions internes, il fit la remarque suivante : 'dans l'argument que nous développons à l'étranger, nous minimisons l'opposition que les Arabes nous portent,' mais il conseilla vivement, 'entre nous, nous ne devons pas ignorer la vérité.' Et cette vérité était que 'd'un point de vue politique, nous sommes les agresseurs et eux se défendent... Le pays leur appartient parce qu'ils y vivent et, nous, nous voulons venir ici et nous y installer ; de leur point de vue, nous voulons prendre leur pays, alors que nous sommes encore à l'extérieur'... La révolte fut écrasée par les Britanniques, dans une brutalité considérable." *Noam Chomski*, «*The Fateful Triangle*. »

Gandhi s'exprime sur le conflit en Palestine - 1938

"La Palestine appartient aux Arabes au même titre que l'Angleterre appartient aux Anglais ou que la France appartient aux Français... Ce qui se passe aujourd'hui en Palestine ne peut être justifié par aucun code moral de conduite... S'ils [les Juifs] doivent compter géographiquement sur la Palestine pour en faire leur patrie, alors, se cacher derrière l'artillerie britannique n'est pas la bonne façon d'y entrer. Toute action religieuse ne doit pas s'accomplir à l'aide de la baïonnette ou des bombes. Ils ne peuvent s'installer en Palestine qu'avec la bienveillance des Arabes... Au point où cela en est arrivé, ils sont co-responsables avec les Britanniques de la dévastation d'un peuple qui ne leur a

³ [NdT] Chaim Weizmann fut investi le 29 février 1949 en tant que premier Président de l'Etat d'Israël.

fait aucun mal. Je ne défends pas les excès des Arabes. J'aurais souhaité qu'ils eussent choisi la voie de la non-violence pour résister à ce qu'ils considèrent à juste titre comme une intrusion inacceptable dans leur pays. Mais selon les critères reconnus du bien et du mal, on ne peut rien reprocher à la résistance arabe face à une adversité écrasante." *Mahatma Gandhi, cité dans « A Land of Two Peoples » éd. Mendès-Flohr.*

Les sionistes n'ont-ils pas, antérieurement à la fondation d'Israël, légalement acheté une grande partie de la terre ?

"En 1948, lorsque Israël se déclara unilatéralement un Etat, il était propriétaire d'un peu plus de 6% de la terre de Palestine... Après 1940, lorsque l'autorité mandataire restreignit l'accès à la propriété terrienne aux Juifs, à des zones spécifiques de la Palestine, des achats (et des ventes) illégaux continuèrent de s'opérer à l'intérieur des 65% réservés aux Arabes. Ainsi, lorsque le plan de partition fut déclaré en 1947, il incluait des terres détenues illégalement par des Juifs et qui furent incorporées, comme un fait accompli, à l'intérieur des frontières de l'Etat hébreu. Et après qu'Israël proclama qu'il était devenu un Etat, une batterie impressionnante de lois assimilèrent en toute légalité des étendues immenses de terre arabe (dont les propriétaires étaient devenus des réfugiés et avaient été déclarés 'propriétaires défaillants', afin de pouvoir exproprier leurs terrains et empêcher définitivement leur retour.)" *Edward Saïd, « The Question of Palestine. »*

La partition onusienne de la Palestine

Pourquoi l'O.N.U. a-t-elle recommandé ce plan qui partageait la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre arabe ?

"A partir de cette date [novembre 1947], les Etats-Unis apparurent comme le partisan le plus acharné de la partition... Ils firent retarder le vote de l'Assemblée Générale 'afin d'obtenir le temps nécessaire pour amener certaines républiques d'Amérique Latine à rejoindre leur position.'... Certains délégués accusèrent les fonctionnaires américains 'd'intimidation diplomatique'. Un éditorialiste anonyme écrivit : « Sans la 'pression violente que les Etats-Unis exercèrent sur des gouvernements qui n'avaient pas les moyens de s'exposer à des représailles américaines, la résolution ne serait jamais passée. »" *John Quigley, « Palestine and Israel : A Challenge to Justice. »*

Pourquoi cette position de Truman ?

"Je suis désolé, messieurs, mais je suis responsable devant des centaines de milliers de personnes qui sont très attachées au succès du sionisme. Je ne compte pas des centaines de milliers d'Arabes parmi mes électeurs." *Le président Harry Truman, cité dans « Anti Zionism » édité par Teikener, Abed-Rabbo & Mezvinsky.*

Le plan de partition était-il à la fois équitable pour les Arabes et pour les Juifs ?

"Le rejet par les Arabes... se basait sur le fait que les Juifs avaient été désignés corps dirigeant, alors que la population constituant l'Etat hébreu devait être [seulement pour moitié] juive et que les Juifs possédaient moins de 10% du territoire de l'Etat hébreu – une règle que personne digne de ce nom ne pouvait accepter sans protester ; et c'est le moindre que l'on puisse dire !... L'action des Nations-Unies entrainait en conflit avec les principes de base selon lesquels cette organisation mondiale avait été fondée, à savoir : faire respecter le droit des peuples à l'autodétermination. En refusant aux Arabes palestiniens, qui constituaient [alors] une majorité des deux tiers du pays, le droit de décider par eux-mêmes, les Nations-Unies violaient leur propre charte." *Sami Hadawi, « Bitter Harvest. »*

Les sionistes étaient-ils prêts à s'installer dans le territoire que la partition de 1947 leur avait accordée ?

"Alors que la direction du *Yishuv* avait officiellement accepté la résolution de 1947, relative à la partition, les pans entiers de la société israélienne – y compris Ben Gourion – qui s'y opposèrent ou exprimèrent leur mécontentement conclurent rapidement qu'une guerre fournirait une occasion idéale d'étendre les frontières du nouvel Etat au-delà de celles désignées par la partition onusienne, et aux dépens des Palestiniens." *Benny Morris, historien israélien, dans « Tikkun », mars/avril 1998.*

Déclarations publiques versus déclarations privées

"Lors d'une discussion interne en 1938 [David Ben Gourion] exposa : 'Une fois que nous serons devenus une force puissante, résultat de la création d'un Etat, nous abolirons la partition et nous nous étendrons sur toute la Palestine'... En 1948, Ménaïem Begin déclara : 'La partition de la patrie est illégale. Nous ne la reconnâtrons jamais. La signature de cet accord par des institutions et diverses personnalités, entérinant une partition, n'est pas valide. Cela ne rendra pas le peuple juif aveugle. Jérusalem a été notre capitale et le sera pour toujours. Eretz Israël (la patrie d'Israël) sera restituée au peuple d'Israël. L'intégralité d'Israël. Et pour toujours.'" *Noam Chomsky, « The Fateful Triangle. »*

Le début de la guerre

"En décembre 1947, les Britanniques annoncèrent qu'ils se retireraient de Palestine à compter du 15 mai 1948. Les Palestiniens, à Jérusalem et à Jaffa, appelèrent à la grève générale contre la partition. Presque immédiatement, des combats éclatèrent dans les rues de Jérusalem... De violents incidents se multiplièrent et dégénérent en une guerre acharnée... Pendant ce mois fatidique d'avril 1948, huit des treize principales attaques sionistes contre des Palestiniens eurent lieu dans les territoires attribués à l'Etat arabe." *The People Press Palestine Book Project, « Our Roots Are Still Alive. »*

Le non-respect par les sionistes des frontières fixées par la partition

"Avant la fin du mandat, et donc avant que les Etats arabes ne puissent intervenir, les Juifs, forts de leurs supériorités militaire et d'organisation, occupaient... la plupart des villes arabes de Palestine, donc avant le 15 mai 1948. Tibériade fut occupée le 19 avril 1948, Haïfa le 22 avril, Jaffa le 28 avril, les quartiers arabes de la ville nouvelle de Jérusalem le 30 avril, Beit Shean le 8 mai, Safed le 10 mai et Saint-Jean d'Acre le 14 mai 1948... Par contre, les Arabes palestiniens, eux, ne s'étaient emparés d'aucuns des territoires réservés

à l'Etat hébreu par la résolution de partition." *Henry Cattan, auteur britannique, « Palestine, The Arabs and Israel. »*

Coupables de l'intensification des combats

"Ménaïhem Begin, le dirigeant de l'Irgoun [groupe terroriste sioniste], explique comment 'à Jérusalem, comme ailleurs, nous fûmes les premiers à passer de la défensive à l'offensive... Les Arabes qui étaient terrorisés s'enfuyaient... le Haganah remportait d'autres victoires à l'occasion d'attaques sur d'autres fronts, tandis que les forces juives continuaient d'avancer à travers Haïfa comme un couteau dans du beurre'... Les Israéliens prétendent aujourd'hui que la guerre commença à cause de l'entrée des armées arabes en Palestine après le 15 mai 1948, en fait, il s'agissait là de la seconde phase de la guerre ; ils n'assistèrent pas aux massacres, aux expulsions et aux expropriations qui eurent lieu avant cette fameuse date et qui rendirent nécessaire l'intervention des Etats arabes." *Sami Hadawi, « Bitter Harvest. »*

Le massacre de Palestiniens à Deir Yassin perpétré par des soldats juifs

"Pendant toute la journée du 9 avril 1948, l'Irgoun et les soldats du LEHI, de façon froide et préméditée, exécutèrent ce carnage ... Les attaquants 'alignèrent les hommes, les femmes et les enfants le long des murs et les fusillèrent,'... Le caractère impitoyable de l'attaque de Deir Yassin choqua autant l'opinion juive que l'opinion mondiale ; ce massacre sema la terreur et la panique parmi la population arabe ; et dans tout le pays, ces populations civiles désarmées s'enfuirent de leurs maisons." *Simha Flapan, auteur israélien, « The Birth of Israel. »*

Deir Yassin a-t-elle été la seule action de ce genre ?

"A partir de 1948, le Juif était non seulement capable de se 'défendre tout seul' mais aussi de commettre des atrocités à grande échelle. En effet, selon l'ancien directeur des archives militaires israéliennes, 'dans presque tous les villages que nous occupions lors de la guerre d'indépendance, des actes, définis comme crimes de guerre, tels que meurtres, massacres et viols, furent commis'... Uri Milstein, l'historien israélien spécialisé dans la guerre de 1948 et qui fait autorité, va plus loin en affirmant encore aujourd'hui que 'chaque accrochage se terminait par un massacre d'Arabes.'" *Norman Finkelstein, « Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict. »*

Le statut d'Etat et les expulsions 1948

Quelle fut la réaction arabe à l'annonce de la création de l'Etat d'Israël ?

"Les armées des Etats arabes entrèrent en guerre immédiatement après la fondation de l'Etat d'Israël en mai. Pratiquement tous les combats eurent lieu à l'intérieur du territoire attribué à l'Etat palestinien... Environ 700.000 Palestiniens s'enfuirent ou furent expulsés durant le conflit de 1948." *Noam Chomsky*, « *The Fateful Triangle*. »

La partie de la Palestine attribuée à l'Etat hébreu fut-elle en danger de mort face aux armées arabes ?

"La Ligue Arabe appela précipitamment ses pays membres à envoyer des troupes armées régulières en Palestine. L'ordre consistait seulement à sécuriser les parties de la Palestine attribuées aux Arabes en vertu du plan de partition. Mais ces armées régulières étaient mal équipées et dépourvues d'un commandement centralisé pour coordonner leurs efforts... [Le roi de Jordanie, Abdallah] fit la promesse [aux Israéliens et aux Britanniques] que ses troupes (la Légion Arabe, seule véritable force de combat parmi les armées arabes) éviteraient de se battre contre les implantations juives... Pourtant, les historiens occidentaux rapportent que le tout nouvel Etat d'Israël repoussa à ce moment-là 'les hordes gigantesques' de cinq pays arabes. En réalité, c'est l'offensive contre les Palestiniens qui s'intensifia." *The Peoples Press Palestine Book Project*, « *Our Roots Are Still Alive*. »

Le nettoyage ethnique de la population arabe de Palestine

"Joseph Weitz était le directeur du Fonds National Juif à la Terre... Le 19 décembre 1940, il écrivait : 'Que ce soit bien clair : dans ce pays, il n'y a pas de place pour deux peuples... Jusqu'à présent, l'entreprise sioniste... c'est bien déroulée, à son rythme, et elle pouvait se contenter 'd'acheter des terres' – mais cela n'aboutira pas à l'Etat d'Israël ; il faut que cela se fasse d'un coup, à la manière d'un Salut (c'est le secret de l'idée messianique) ; et il n'y a pas d'autres moyens que de transférer les Arabes vers les pays voisins, de les transférer tous ; à l'exception peut-être de Bethléem, de Nazareth et du Vieux Jérusalem, nous ne devons leur laisser aucun village, pas même une simple tribu'... Ce sont des centaines de déclarations similaires que faisaient les sionistes." *Edward Saïd*, « *The Question of Palestine*. »

Le nettoyage ethnique – suite

"A la suite du soulèvement de 1936, pas un seul des principaux dirigeants [sionistes] n'était capable de concevoir une future coexistence sans une séparation physique et nette des deux peuples – séparation réalisable uniquement par le transfert et les expulsions. En public, ils continuaient tous de parler de coexistence et attribuaient la violence à une petite minorité de fanatiques et d'agitateurs. En fait, il ne s'agissait que d'une simple posture. Ben Gourion résuma la situation ainsi : 'A l'aide du transfert forcé nous disposerons d'un vaste espace (pour les implantations)... Je soutiens le transfert forcé. Je ne vois rien d'immoral à cela.'" *Benny Morris, historien israélien, « Righteous Victims. »*

Le nettoyage ethnique – suite

"Ben Gourion voulait manifestement que le moins possible d'Arabes demeurent dans l'Etat hébreu. Il espérait les voir s'enfuir. Il le répéta souvent à ses collègues et à ses assistants à l'occasion de réunions en août, septembre et octobre [1948]. Mais aucune politique [générale] d'expulsion ne fut jamais [officiellement] exposée et Ben Gourion se garda toujours d'émettre par écrit des ordres d'expulsion clairs ; il préférait que ses généraux 'comprennent' par eux-mêmes ce qu'il attendait d'eux. Il souhaitait éviter que l'histoire ne se souvienne de lui comme du 'grand expulseur' et il ne voulait pas que le gouvernement israélien soit impliqué dans une politique moralement douteuse... Mais alors qu'il n'y avait pas de politique officielle d'expulsion, les offensives de juillet et d'octobre [1948], en comparaison avec la première moitié de la guerre, furent caractérisées par des expulsions bien plus nombreuses et, pour tout dire, par encore plus de brutalité envers les populations civiles arabes." *Benny Morris, « The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949. »*

Les Palestiniens ne s'enfuirent-ils pas volontairement de chez eux pendant la guerre de 1948 ?

"La propagande israélienne a renoncé en grande partie à affirmer que l'exode palestinien de 1948 était 'volontaire'. Les cercles officiels concèdent implicitement que la population arabe s'est enfuie à la suite de l'action israélienne – soit directement, comme à Lydda⁴ et à Ramallah, soit indirectement, en conséquence de la panique qui s'empara des populations arabes à travers toute la Palestine (panique d'être massacrées comme à Deir Yassin.) Cependant, même si la vérité historique a été rétablie avec réticence, la direction israélienne a toujours refusé de reconnaître sa responsabilité morale

⁴ [NdT] : la ville fut prise par les Israéliens le 11 juillet 1948, la population s'enfuit et la mission fut totalement pillée

et politique vis-à-vis du problème des réfugiés qu'elle – ou ses prédécesseurs – a sciemment provoqué." *Peretz Kidron, cité dans «Blaming the Victims, » éd. Saïd & Hitchens.*

Les Arabes n'ont jamais lancé d'ordre d'évacuer

"La BBC a contrôlé toutes les diffusions sur le Moyen-Orient pour l'ensemble de l'année 1948. Les enregistrements, ainsi que les documents rédigés par une unité de contrôle américaine, peuvent être consultés au *British Museum*. Il n'y a jamais eu, en 1948, le moindre ordre ou appel ou même suggestion d'évacuer la Palestine, émanant de stations de radio arabes, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine. Par contre, il y a des archives d'enregistrements d'appels arabes répétés, voire des ordres clairs, enjoignant la population arabe à ne pas bouger." *Erskine Childers, chercheur britannique, cité dans «Bitter Harvest» de Sami Hadawi.*

Le nettoyage ethnique – suite

"Que l'objectif ultime de Ben Gourion fut d'évacuer la plus grande quantité d'Arabes de l'Etat hébreu ne peut difficilement être remis en cause, ne serait-ce qu'au regard de la variété de moyens qu'il mit en œuvre pour y parvenir... et de la manière la plus résolue, en détruisant des villages entiers et en chassant leurs habitants... même s'ils n'avaient pas pris part à la guerre et qu'ils étaient restés en Israël dans l'espoir d'y vivre en paix et dans l'égalité, ainsi que la déclaration d'indépendance l'avait promis." *Simha Flapan, auteur israélien, « The Birth of Israel. »*

Destruction délibérée des villages arabes pour prévenir tout retour des Palestiniens

"Pendant le mois de mai [1948], les conceptions sur la façon de consolider et de rendre permanent l'exil des Palestiniens se concrétisèrent, et la destruction de villages fut immédiatement perçue comme le meilleur moyen d'atteindre ce but... [Même avant,] Le 10 avril, les unités du Haganah prirent Abou Shusha... Cette nuit-là, le village fut détruit... Khulda fut rasée par les bulldozers israéliens le 20 avril... Abou Zureiq, complètement démolie... Al Mansi et An Naghnaghiya, dans le sud-est, furent elles aussi rasées... A partir de la mi-49, la majorité [des 350 villages arabes fraîchement dépeuplés] était soit complètement ou partiellement en ruines, soit rendue inhabitable." *Benny Morris, « The Birth of Palestinian Refugee Problem, 1947-1949.*

Après la fin des combats, pourquoi les Palestiniens ne rentrèrent-ils pas chez eux ?

"La première résolution de l'assemblée générale de l'O.N.U. – la résolution n° 194 – affirmant le droit pour les Palestiniens de retourner dans leurs maisons et de retrouver leurs propriétés, fut adoptée le 11 décembre 1948. Elle fut ré-adoptée pas moins de vingt fois depuis cette première date. Bien que le droit politique et moral pour une personne de retourner à son lieu de résidence continue soit universellement reconnu, Israël a dénié toute possibilité de retour... [et] a systématiquement et juridiquement rendu impossible, quelle qu'en soit raison, le retour des Arabes palestiniens, l'indemnisation de leurs propriétés ou même le droit de vivre en Israël comme citoyens égaux devant la loi avec les Juifs israéliens." *Edward Saïd, « The Question of Palestine. »*

Ces expropriations avaient-elles une quelconque justification ?

"Le fait que les Arabes se soient enfuis, terrorisés par la peur d'une répétition des massacres sionistes de 1948, n'est pas une raison pour les priver de leurs maisons, de leurs champs et de leur gagne-pain. Généralement, les populations civiles qui se trouvent prises dans des zones de combats paniquent. Mais elles ont toujours pu retourner chez elles une fois le danger passé. La conquête par des moyens militaires n'abolit pas le droit à la propriété privée et ne permet pas non plus aux vainqueurs de confisquer les maisons, les propriétés et les biens personnels de la population civile non combattante. La saisie de la propriété des Arabes par les Israéliens fut un scandale." *Sami Hadawi, « Bitter Harvest. »*

Qu'en fut-il des négociations après la guerre de 1948-1949 ?

"[A Lausanne,] l'Égypte, la Syrie, le Liban et les Palestiniens tentèrent grâce à des négociations de sauver ce qu'ils avaient perdu lors de la guerre – un Etat palestinien aux côtés d'Israël. Cependant, Israël... [préféra] un armistice précaire à une paix définitive qui aurait impliqué des concessions territoriales et le rapatriement, même d'un nombre symbolique, de réfugiés. Le refus de reconnaître aux Palestiniens le droit à l'autodétermination et d'avoir un Etat a prouvé au fil des ans que c'est là que se trouve la source même de l'agitation, de la violence et du bain de sang qui ont eu lieu." *Simha Flapan, auteur israélien, « The Birth of Israel. »*

Israël fut admis à l'O.N.U., mais se rétracta par la suite des conditions de son admission

"La conférence [de Lausanne] débuta officiellement le 27 avril 1949. Le 12 mai, le Comité de Conciliation de la Palestine [des Nations-Unies] n'obtint son

unique succès que lorsqu'il persuada les parties de signer un protocole à propos d'une feuille de route en vue d'une paix complète... Pour la première fois, Israël acceptait le principe du rapatriement [des réfugiés arabes] et l'internationalisation de Jérusalem... [mais en fait] il ne s'agissait de leur part que d'un pur exercice de relations publiques dans le seul but de restaurer leur image internationale... Walter Eytan, le chef de la délégation israélienne, [exposa]... 'Ma décision principale était de saboter le protocole du 12 mai, que nous n'avions signé que dans le seul but d'être admis à l'O.N.U. Si nous avions refusé de signer... cela aurait été immédiatement rapporté au Secrétaire Général et aux Etats membres.'" *Illan Pappé, historien israélien, « The Making of the Arab-Israel Conflict, 1947-1951. »*

L'admission d'Israël aux Nations-Unies - suite

"Dans le préambule de cette résolution d'admission figurait la clause de sauvegarde suivante : 'Rappelant la résolution du 29 novembre 1947 (sur la partition) et celle du 11 décembre 1948 (sur les réparations et les indemnités), et prenant note des déclarations et des explications faites par le représentant du gouvernement israélien devant le Comité Politique ad hoc au sujet de l'exécution des dites résolutions, l'Assemblée Générale... décide d'admettre Israël en tant qu'Etat membre des Nations-Unies.'

"Il faut bien comprendre qu'il s'agit là d'une condition ainsi que d'une promesse d'exécuter les résolutions mentionnées. En aucune manière, il n'y était question que de telles exécutions soient assujetties à la conclusion d'une paix aux conditions fixées par Israël, ainsi que les Israéliens le revendiquèrent plus tard pour justifier leur refus de se plier [à l'exécution de ces résolutions.]" *Sami Hadawi, « Bitter Harvest. »*

Quel sort fut réservé aux Palestiniens qui étaient alors devenus des réfugiés ?

"L'hiver 1949, le premier hiver d'exil pour plus de 750.000 Palestiniens, fut rude et froid... Des familles se blottirent dans des grottes, d'autres dans des huttes abandonnées ou encore dans des tentes improvisées... Nombre de ces affamés n'étaient distants que de quelques kilomètres de leurs jardins potagers et de leurs vergers en Palestine occupée - le nouvel Etat d'Israël... A la fin de 1949, les Nations-Unies finirent par agir. Elles mirent sur pieds l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Administration* - l'Administration d'Aide et de Travaux des Nations-Unies) pour prendre le relais des associations humanitaires sur soixante camps de réfugiés. Cela permit tout juste de maintenir les gens en vie." *The Peoples Press Palestine Book Project, « Our Roots Are Still Alive. »*

La guerre de 1967⁵ et l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza

Les Egyptiens sont-ils vraiment à l'origine de la guerre de 1967, ainsi qu'Israël l'a toujours affirmé ?

"L'ancien commandant de l'armée de l'air, le général Ezer Weitzman, faucon réputé, affirma qu'il n'y avait pas de 'menace de destruction' mais que l'attaque de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie était néanmoins justifiée pour permettre à Israël 'd'exister par rapport à la taille, l'esprit et la qualité qu'il incarne.'... Menahem Begin fit la remarque suivante : 'En juin 1967, nous étions de nouveau face à un choix. Les concentrations militaires égyptiennes dans les voies d'accès au Sinaï ne prouvaient pas que Nasser allait vraiment nous attaquer. Soyons honnêtes avec nous-mêmes : C'est nous qui avons décidé de les attaquer.'" *Noam Chomsky, « The Fateful Triangle. »*

La guerre de 1967 était-elle défensive ? - suite

"Je ne crois pas que Nasser voulait la guerre. Les deux divisions qu'il envoya dans le Sinaï n'auraient pas été suffisantes pour lancer une offensive. Il le savait et nous le savions." *Yitzhak Rabin, chef d'Etatmajor interarmées en 1967, Le Monde, 28/2/1968.*

Les déclarations posthumes de Moshé Dayan à propos du plateau du Golan

"Moshé Dayan, le célèbre chef militaire qui donna l'ordre, en 1967, en tant que ministre de la défense, de conquérir le Golan, ... [rapporta] que de nombreuses escarmouches avec les Syriens furent provoquées par Israël ; et les habitants des Kibboutzim, qui faisaient pression sur le gouvernement pour prendre le plateau du Golan, étaient moins motivés par des raisons de sécurité que par l'extension de leurs exploitations... [Dayan rapporta] 'Ils n'essayèrent même pas de cacher leur convoitise des terrains... Dans la zone démilitarisée où nous ne pouvions rien faire, nous avons prévu d'envoyer un tracteur pour labourer quelque endroit sachant d'avance que les Syriens se mettraient à tirer. S'ils ne tiraient pas, nous dirions au conducteur d'avancer plus loin jusqu'à ce que les Syriens finissent par être énervés et tirent. Et après, nous utiliserions l'artillerie et encore plus tard nous y ajouterions la force aérienne, et c'est ce qui c'est passé... Les Syriens, au quatrième jour de la guerre, ne constituaient plus une menace pour nous.'" *The New York Times, 11 mai 1997.*

⁵ Dite aussi « Guerre des Six Jours » [NdT]

L'histoire de l'expansionnisme israélien

"Accepter la partition ne nous oblige pas à renoncer à la Transjordanie⁶ ; on ne demande à personne de renoncer à ses idées. Nous sommes obligés d'accepter un Etat dans les limites territoriales fixées aujourd'hui. Mais ces frontières, selon les aspirations sionistes, concernent le peuple juif et aucun facteur extérieur ne pourra les limiter." *David Ben Gourion, en 1936, cité dans «The Fateful Triangle » de Noam Chomsky.*

L'expansionnisme - suite

"Le danger principal que pose Israël, en tant qu'Etat hébreu, à son propre peuple, aux autres Juifs et à ses voisins, réside dans la poursuite de son expansion territoriale, trouvant sa source dans l'idéologie, et de la série inévitable de guerres qui s'en suivra... Aucun politicien sioniste n'a jamais répudié l'idée de Ben Gourion selon laquelle la politique israélienne doit se baser (dans les limites de la considération pratique) sur la restauration des frontières bibliques comme frontières de l'Etat hébreu." *Israël Shahak, professeur israélien, «Jewish History, Jewish Religion : The Weight of 3000 Years. »*

L'expansionnisme - suite

Dans le journal personnel du Premier ministre israélien Moshé Sharatt, on y trouve un extrait datant de mai 1955 dans lequel il cite Moshé Dayan : "[Israël] doit regarder l'épée comme le principal, sinon l'unique, instrument avec lequel il peut maintenir son enthousiasme au plus haut et contenir ses tensions morales. Pour ce faire, il peut - non, il doit - inventer des dangers, et pour y parvenir, il doit adopter la méthode provocations/représailles... Et surtout, espérons une nouvelle guerre avec les pays arabes pour que nous puissions enfin régler nos problèmes et acquérir notre espace." *Cité dans «Israel's Sacred Terrorism » de Livia Rokach.*

Mais l'occupation des terres arabes n'était-elle pas nécessaire pour garantir la sécurité d'Israël ?

"Le sénateur [J. William Fulbright] proposa en 1970 que l'Amérique garantisse la sécurité d'Israël par un traité officiel, le protégeant si nécessaire par des forces armées. En échange, Israël se replierait à l'intérieur de ses frontières de 1967. Le Conseil de Sécurité des Nations-Unies garantirait cet accord, et par conséquent, amènerait l'Union Soviétique - alors fournisseur d'armes et soutien

⁶ Partie-ouest de la Jordanie, le long de la rive gauche du Jourdain.

politique aux Arabes – à s'y conformer. Tandis que les troupes israéliennes se retireraient du plateau du Golan, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, elles seraient remplacées par des forces de maintien de la paix de l'O.N.U. Israël accepterait un certain nombre de Palestiniens sur son sol et les autres s'installeraient dans un Etat palestinien à l'extérieur d'Israël.

"Ce plan engendra un formidable soutien des éditorialistes aux Etats-Unis. La proposition, cependant, fut purement et simplement rejetée par Israël. ' Toute cette affaire dégoûta Fulbright,' écrivit [son biographe Randall] Woods. ' Les Israéliens ne voulaient même pas agir dans leur propre intérêt.'" *Allan Brownfield dans «Issues of the American Council for Judaism. » Automne 1997. [NdE : Il s'agissait d'une des nombreuses propositions similaires]*

Que s'est-il passé après la fin de la guerre de 1967 ?

"En violation de la loi internationale, Israël confisqua plus de 52% du territoire de la Cisjordanie et 30% de la bande de Gaza pour un usage militaire ou pour des implantations de populations civiles juives... De 1967 à 1982, Le gouvernement militaire d'Israël a démoli en Cisjordanie 1.338 maisons palestiniennes. Pendant cette période, plus de 300.000 Palestiniens ont été détenus sans procès, et pour des durées variables, par les forces de sécurité israéliennes." *Intifada : The Palestinian Uprising Against Israeli Occupation* éd. Lockman & Beinin.

L'opinion mondiale sur la légalité du contrôle israélien de la Cisjordanie et de la bande de Gaza

"Conformément à la charte des Nations-Unies, il ne peut y avoir d'accroissement territorial par la guerre, même lorsqu'un Etat agit en légitime défense. La réponse des autres Etats à l'occupation par Israël est unanime pour dire que même si l'action d'Israël était défensive, son maintien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ne l'est pas... L'Assemblée Générale de l'O.N.U. détermina que l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par Israël constituait une négation de l'autodétermination et donc une 'menace sérieuse et grandissante à la paix et à la sécurité internationale.'" *John Quigley, « Palestine and Israel : A Challenge to Justice. »*

Exemple d'effets provoqués par l'occupation israélienne

"Une étude menée par des étudiants de l'Université de Bethléem et rapportée par le Comité International de Coordination des O.N.G. à Jérusalem montrait que de nombreuses familles étaient privées d'eau courante pendant cinq jours d'affilée... L'étude va plus loin en montrant que, 'les quotas sur l'eau

restreignent les Palestiniens vivant en Cisjordanie et la bande de Gaza, pendant que les colons israéliens ont accès à des quantités pratiquement illimitées.'

"Un voyage d'été dans une implantation juive au bord du désert de Judée, à moins de huit kilomètres de Bethléem, nous confirma l'inégalité au sujet de l'eau. Alors que les habitants de Bethléem devaient acheter l'eau à des camions citernes et à des prix prohibitifs, les pelouses des implantations étaient vertes. Les systèmes d'arrosage fonctionnaient à midi sous le soleil brûlant du mois d'août. Les cris des enfants nageant dans les piscines extérieures ajoutaient une touche supplémentaire à l'irréel." *Betty Jane Bailey, dans «The Link», décembre 1996.*

L'occupation israélienne - suite

"Il faut se souvenir que 90% des enfants âgés de deux ans et plus ont vécu l'expérience - et certains à de très nombreuses reprises - de l'armée [israélienne] forçant la porte de leur maison, frappant les membres de leur famille et détruisant une partie de leur mobilier. Nombre d'entre eux furent eux-mêmes battus, eurent les os brisés, furent aspergés de gaz lacrymogène, reçurent des balles ou virent de telles scènes se dérouler sur leurs frères et sœurs ou sur leurs voisins... L'orientation psychologique de l'enfant se trouve affectée par [l'absence] de sécurité. Il a besoin de se sentir en sécurité. Nous voyons les conséquences qui résultent de son absence. Dans notre étude, nous avons mis en évidence que les enfants qui ont été exposés à des expériences traumatisantes ont tendance à se radicaliser dans leur comportement et, plus tard, dans leur conviction politique." *Dr Samir Quota, directeur de recherche au Programme de Santé Mentale de la Communauté de Gaza, cité dans «The Journal of Palestine Studies, » été 1996, p.84.*

L'occupation israélienne - suite

"Il n'y a rien de comparable à la souffrance que l'on peut ressentir lorsque l'on écoute un [Palestinien] de 35 ans qui a travaillé pendant quinze ans comme journalier illégal en Israël pour constituer assez d'économies afin de construire une maison pour lui et sa famille, et qui retrouve un jour en rentrant du travail sa maison et tout ce qu'elle contenait écrasée par un bulldozer israélien. Lorsque je demandais pourquoi cela était arrivé - le terrain, après tout, lui appartenait - on me répondit qu'il reçut le lendemain de la part d'un soldat israélien un document stipulant qu'il n'avait pas l'autorisation de construire. Dans quel autre endroit du monde les gens ont-ils besoin d'une telle autorisation (systématiquement refusée) pour construire sur leur propriété ? Les Juifs ont le droit de construire, mais les Palestiniens jamais. Ceci est un apartheid." *Edward Saïd, dans «The Nation», 4 mai 1998.*

Toutes les colonies juives des territoires occupés, établies lors de la guerre de 1967, constituent une violation patente des Conventions de Genève, signées par Israël.

"La Convention de Genève exige qu'une puissance occupante modifie le moins possible l'ordre existant durant son occupation. Un des aspects de cette obligation est de laisser le territoire aux gens qu'elle y a trouvés. Elle n'a pas le droit de faire venir ses propres nationaux pour peupler ce territoire. Cette interdiction se trouve dans l'Article 49 de cette Convention, qui stipule, 'La puissance occupante n'a pas le droit de déplacer ou de transférer une partie de sa propre population civile dans les territoires qu'elle occupe.'" *John Quigley, « Palestine and Israel : A Challenge to Justice. »*

Extraits de rapports établis par le Département d'Etat⁷ américain lors de l'Intifada

"Voici quelques extraits des rapports régionaux émanant du Département d'Etat américain sur les pratiques relatives aux droits de l'homme de 1988 à 1991 :

1988 : 'De nombreux morts et blessés auraient pu être évités' si les soldats israéliens n'avaient pas utilisé leurs armes à feu lors de situations qui ne mettaient pas les troupes en danger de mort... Les troupes FDI (Force de Défense Israélienne) se sont servies de matraques pour frapper des Palestiniens qui n'étaient pas directement impliqués dans les émeutes ou qui refusaient d'obtempérer, et leur casser les jambes... Il a été établi qu'au moins treize Palestiniens sont morts de ces brutalités...'

1989 : Des associations de droits de l'homme ont accusé le personnel de sécurité en civil, agissant comme des escadrons de la mort, d'avoir tué sans sommation des activistes palestiniens, après qu'ils se furent rendus ou après qu'ils eurent été maîtrisés...

1991 : [Le rapport] ajoutait que les associations de droits de l'homme avaient publié 'des rapports détaillés et crédibles de torture, de sévices sexuels et de mauvais traitements perpétrés sur des détenus palestiniens dans les prisons et les centres de détention.'" *Paul Findley, ancien membre du Congrès, « Deliberate Deceptions. »*

⁷ [NdT] Ministère des Affaires Etrangères

Jérusalem - Capitale éternelle et indivisible d'Israël ?

"Ecrivant dans le *Jerusalem Report* (28 février 2000), Leslie Susser faisait remarquer que les frontières actuelles furent dessinées durant la guerre des six jours. La responsabilité du tracé de ces frontières en revient au chef du commandement central, Rehavan Ze'evi. Elles 'incluaient non seulement les cinq kilomètres carrés du Jérusalem-Est arabe - mais aussi les 65 kilomètres carrés de ses environs, constitués de campagne et de villages dont la plupart n'avaient jamais eu auparavant de lien municipal avec Jérusalem. En l'espace d'une nuit, ces étendues devinrent une partie de la capitale éternelle et indivisible." *Allan Brownsfield dans le rapport de Washington sur les affaires du Moyen-Orient, mai 2000.*

L'histoire du terrorisme dans la région

Note de l'éditeur : Notre conviction est que le meurtre d'innocents, quelles qu'en soient les motifs, est quelque chose de mal, Nous ne pouvons donc tolérer l'utilisation du terrorisme par quelque groupe extrémiste palestinien que ce soit, particulièrement répandu pendant les années 70. Ceci dit, il est toutefois nécessaire d'examiner les contextes dans lesquels ces incidents se sont produits.

Nous entendons beaucoup parler de terrorisme palestinien. Qu'en est-il du passé israélien ?

"Le passé du terrorisme israélien remonte aux origines de l'Etat - loin en arrière, en effet - il comprend le massacre de 250 civils et l'expulsion brutale de soixante-dix mille autres civils de Lydda et de Ramallah en juillet 1948, le massacre de centaines d'autres dans le village sans défense de Doueimah près d'Hébron en octobre 1948, ... les boucheries de Quibya, Kafr Kassem et d'une kyrielle d'autres villages assassinés, l'expulsion de milliers de bédouins des zones démilitarisées peu après la guerre de 1948 et de milliers d'autres au Nord-Est du Sinaï au début des années 70, leurs villages ayant été détruits pour ouvrir la région aux colonies juives, et encore, et encore..." *Noam Chomsky, « Blaming The Victims, » éd. Saïd & Hitchens.*

Le terrorisme - suite

"On a beau se lamenter, voire même souhaiter se venger, d'une manière ou d'une autre, des vies perdues et de la souffrance infligée à des innocents par la violence palestinienne, je pense que l'on doit dire aussi, malgré tout, qu'aucun autre mouvement nationaliste que celui des palestiniens n'a été si injustement pénalisé, diffamé et soumis à des représailles disproportionnées pour ses crimes. La politique israélienne de contre-attaques punitives (ou terrorisme d'Etat) semble être de tuer de 50 à 100 Arabes pour chaque Juif mort. La dévastation de camps de réfugiés au Liban, d'hôpitaux, d'écoles, de mosquées, d'églises et d'orphelinats, les arrestations arbitraires, les déportations, les destructions de maisons, les mutilations et la torture de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza... tout cela, plus le nombre de morts palestiniens, la dimension des pertes matérielles, les privations physiques, politiques et psychologiques, ont énormément excédé les dommages causés aux Israéliens par les Palestiniens. " *Edward Saïd, « The Question of Palestine. »*

Le parti-pris du gouvernement et des médias américains sur le terrorisme au Proche-Orient

"C'est tout bonnement extraordinaire et sans aucun précédent que l'histoire d'Israël et son passé – du fait qu'il s'agit d'un Etat établi sur la conquête et qui a envahi ses pays voisins, bombardé et détruit à tout va, du fait qu'il occupe actuellement des territoires libanais⁸, syriens et palestiniens en violation de la loi internationale – ne soient simplement jamais cités, jamais soumis à un examen dans les médias américains ou dans les discours officiels... jamais suggérés comme ayant joué un rôle quelconque dans le déclenchement du 'terrorisme islamique'" *Edward Saïd in "The Progressive."* 30 Mai 1996.

Des juifs critiquent le sionisme

"Albert Einstein – 'Je préférerais de beaucoup qu'un accord raisonnable ait lieu avec les Arabes sur le principe de vivre ensemble dans la paix plutôt que d'assister à la création d'un Etat hébreu. Mis à part certaines considérations d'ordre pratique, la conscience que j'ai de la nature fondamentale du judaïsme s'oppose à l'idée d'un Etat hébreu, avec des frontières, une armée et une certaine puissance temporelle, même la plus modeste. Ma crainte est que le judaïsme ne subisse des dommages de l'intérieur'...

"Erich Fromm⁹...[exposa]... 'En matière de loi internationale, le principe est établi qu'aucun citoyen ne peut être privé de sa propriété ou de ses droits à la citoyenneté ; et le droit à la citoyenneté est de facto, en Israël, un droit bien plus légitime pour les Arabes que pour les Juifs. Juste parce que les Arabes ont fui ? Depuis quand cela est-il puni par la confiscation de sa propriété et par l'interdiction de retourner sur la terre où ses ancêtres ont vécu pendant des générations ? Voilà pourquoi la prétention des Juifs à la terre d'Israël ne peut être une revendication légitime. Si toutes les nations revendiquaient subitement les territoires où leurs ancêtres avaient vécu deux mille ans auparavant, le monde dans lequel nous vivons serait un asile de fous... Je pense que, politiquement parlant, il n'y a qu'une seule solution pour Israël, et cette solution est de reconnaître unilatéralement aux Arabes le droit à avoir un Etat – pas comme argument en vue d'un quelconque marchandage, mais en tant qu'obligation morale absolue de l'Etat israélien envers les habitants d'origine de la Palestine'...

⁸ [NdT] Tsahal s'est retirée du Liban, sur ordre d'Ehud Barak, le 24 mai 2000 après 22 ans d'occupation.

⁹ [NdT] Sociologue et philosophe américain d'origine allemande (1900-1980), considéré comme un des grands humanistes du 20^{ème} siècle.

"Martin Buber¹⁰ – 'Seule une révolution intérieure donnera la force nécessaire à notre peuple pour sortir de sa folie meurtrière, basée sur une haine irrationnelle... Elle finira par nous détruire entièrement. Et seulement alors, les jeunes et les vieux de notre pays réaliseront combien fut immense notre responsabilité envers ces misérables réfugiés arabes ; envers ceux dont nous avons pris les villes pour y installer des Juifs qui furent amenés de très loin, dont nous avons hérité les maisons, dont nous labourons et récoltons les champs, dont nous ramassons les fruits de leurs jardins, de leurs vergers et de leurs vignes, et dont nous avons volé les villes pour y édifier des lieux d'éducation, de charité et de prière, alors que nous pérorons et nous enflammons sur le fait que nous sommes le 'Peuple élu' et 'la Lumière des nations'..."

"Dans un article paru dans le Washington Post du 3 octobre 1978, il est rapporté que le Rabbin Hirsch (de Jérusalem) a déclaré : 'le 12^{ème} principe de notre croyance, il me semble, est que le Messie rassemblera les Juifs exilés qui ont été dispersés dans toutes les nations du monde. Le sioniste est diamétralement opposé au judaïsme. Le sionisme veut faire du peuple juif une entité nationaliste. Les sionistes disent en fait : 'Dieu, regarde donc ! Nous n'aimons pas l'exil. Fais-nous revenir, et si tu ne le fais pas, nous retrouverons nos manches et nous reviendrons par nous-mêmes.' Le rabbin poursuit : 'cela, bien sûr, est une hérésie. Le peuple juif est lié par le serment Divin de ne pas retourner à la Terre Sainte contre le gré de ceux qui y résident.'" *Sami Hadawi*, « *Bitter Harvest*. »

Les critiques juives – suite

"Une patrie juive en Palestine, bâtie à l'aide des baïonnettes et de l'oppression, n'en vaut pas la peine, même si cela finit par réussir, tandis que la tentative même de la bâtir pacifiquement, en coopération, avec compréhension, bienséance et bonne volonté, en vaut vraiment la peine, même si cela devait échouer." *Rabbi Judah L. Magnes, premier président de l'Université Hébraïque de Jérusalem, cité dans "Like All The Nations?", éd. Brinner & Rischin.*

Martin Buber s'exprime sur ce que le sioniste aurait dû être

"Le premier point est qu'au moment où nous avons conclu une alliance (laquelle, je l'admets, n'a jamais été clairement définie) avec un Etat européen

¹⁰ [NdT] Martin Mordechai Buber (1878-1965), philosophe et théologien israélien d'origine autrichienne, reçut le prix Nobel de la Paix en 1958. Figure contestataire du sionisme, il s'est attaché à améliorer la compréhension entre Arabes et Israéliens, et à renouer le dialogue avec les intellectuels et les institutions allemands après la guerre.

auquel nous avons octroyé le droit de gouverner la Palestine, nous n'essayèrent même pas de parvenir à un accord avec les Arabes de ce pays sur les conditions de l'implantation juive et du cadre dans lequel elle pouvait se poursuivre. En conséquence de cette approche négative, les Arabes, qui s'en rendaient compte et qui s'inquiétaient de l'avenir de leur peuple, nous considèrent de plus en plus, non pas comme un groupe désireux de vivre en coopération avec eux, mais comme des personnes qui n'avaient pas été invitées et comme des agents défendant des intérêts étrangers (à l'époque, je l'avais clairement fait remarquer.)

"Le deuxième point est que nous avons occupé les postes-clé de l'économie de ce pays sans offrir de compensation à la population arabe, ce qui veut dire que nous n'avons pas permis à leur capital et à leur travail de prendre une part active dans notre économie. Payer les achats de terre à de gros propriétaires terriens ou indemniser les locataires de ces terres n'est pas la même chose que dédommager tout un peuple. C'est pourquoi, un grand nombre d'Arabes, parmi les plus prévenants, considèrent la progression de la colonisation juive comme une sorte de complot destiné à déposséder leurs générations futures de la terre nécessaire à leur subsistance et à leur développement. Il n'y a qu'avec une politique économique compréhensive et forte, destinée à organiser et à développer des intérêts communs, qu'il eut été possible de contrer ce point de vue et ses inévitables conséquences. Ce n'est pas ce que nous avons fait.

"Le troisième point est que lorsque la possibilité survint que le Mandat [britannique] prendrait bientôt fin, non seulement nous n'avons pas proposé à la population arabe de le remplacer par une administration conjointe juive et arabe, mais nous avons foncé et exigé de diriger seuls l'ensemble du pays (le programme Biltmore), comme suite politique appropriée aux acquis que nous avons déjà réalisés. En procédant ainsi, nous avons fourni nous-mêmes à nos ennemis du camp arabe l'aide et le réconfort les plus précieux – le soutien de l'opinion publique – sans lequel l'attaque militaire n'aurait pu être lancée contre nous. Ainsi apparaît-il maintenant à la population arabe qu'en poursuivant les activités dans lesquelles nous nous sommes engagés depuis des années, l'acquisition de terres et le développement du pays, nous préparions le terrain pour prendre le contrôle de tout le pays." *Martin Buber, cité dans "A Land of Two Peoples" éd. Mendes-Flohr.*

Les nouveaux historiens d'Israël réfutent maintenant les mythes sur lesquels se base la fondation de l'Etat [hébreu]

"Depuis les années 80, ... des érudits israéliens [se sont] joints à leurs homologues palestiniens pour démontrer que le sionisme s'est... déroulé comme un pur acte colonial contre la population locale : un mélange d'exploitation et d'expropriation..."

"Leur motivation s'est attachée à présenter dans une large mesure un point de vue révisionniste en levant le secret sur des pièces justificatives provenant des archives israéliennes, britanniques et américaines. [A titre d'exemple,] ...

La contestation du mythe de l'anéantissement – La nouvelle situation historiographique conteste fondamentalement l'histoire officielle, affirmant que la communauté juive fut confrontée à un possible anéantissement à la veille de la guerre de 1948. Les documents d'archives décrivent un monde arabe fragmenté, ravagé par l'affliction et la confusion, et une communauté palestinienne dépourvue de capacité militaire avec laquelle elle aurait pu menacer les Juifs...

La responsabilité d'Israël vis-à-vis des réfugiés – L'avantage militaire juif se traduit par l'expulsion massive de plus de la moitié de la population palestinienne. Les forces israéliennes, à de rares exceptions près, chassèrent les Palestiniens de chaque ville et village qu'elles occupaient. Dans certains cas, ces expulsions s'accompagnaient de massacres [de civils] comme ce fut le cas à Lydda, Ramallah, Ad-Dawayima, Sasa, ... et à d'autres endroits. Les expulsions s'accompagnaient aussi de viols, de pillages et de confiscations [de terres et de propriétés palestiniennes]...

Le mythe de l'intransigeance arabe – [l'O.N.U.] organisa une conférence de paix à Lausanne au printemps 1949. Avant la conférence, l'Assemblée Générale des Nations-Unies adopta une résolution qui avait pour effet de remplacer la résolution de novembre 1947 relative à la partition. Cette nouvelle résolution, la résolution 194 du 11 décembre 1948, entérinait le cadre de la négociation triangulaire de Bernadotte [médiateur de l'O.N.U] pour une paix globale : le retour inconditionnel de tous les réfugiés dans leurs maisons, l'internationalisation de Jérusalem et la partition de la Palestine en deux Etats. Cette fois-ci, plusieurs Etats arabes ainsi que différents représentants des Palestiniens acceptèrent ce cadre comme base de négociation, de la même manière que le firent les Etats-Unis, qui commandaient à Lausanne... Le Premier ministre Ben Gourion s'opposa fermement à toute négociation de paix dans ce cadre prédéfini... L'unique raison pour laquelle il accepta de participer à la conférence de paix résidait dans sa crainte d'une réaction de colère de la part des Américains... Le chemin de la paix a bien été compromis par l'intransigeance israélienne, et non par celle des Arabes.

Conclusions – Les nouveaux historiens israéliens... souhaitent réparer le fléau du passé que leurs recherches ont révélé... Il y avait un prix important à payer en contrepartie de la création d'un Etat hébreu en Palestine. Et il y avait des victimes, dont la détresse continue d'alimenter la poudrière du conflit en Palestine." *Ilan Pappé, historien israélien, dans "The Link", janvier 1998.*

"Ce n'est plus mon pays"

"Pour moi, cette entreprise qui s'appelle l'Etat d'Israël est terminée... Je ne supporte plus de voir tout cela, l'injustice faite aux Arabes et aux bédouins. Toutes sortes de racailles venant d'Amérique et qui, dès leur descente d'avion, accaparent des terres dans les territoires et les revendiquent comme étant à eux... Je ne puis rien faire pour changer cela. Je ne peux que partir et laisser cette bande d'ordures aller en enfer sans moi." *L'actrice israélienne, de son vrai nom, Rivka Mitchell, citée dans le périodique israélien du mouvement pour la paix, "The Other Israel", août 1998.*

Les effets du sionisme sur les Juifs américains

"Le détournement du judaïsme, en tant que religion basée sur des valeurs universelles, à travers sa politisation par le sionisme et la substitution de son dévouement à Dieu et à la loi morale par la consécration d'Israël, est la raison qui l'a écarté d'un si grand nombre de jeunes Américains qui, cherchant à donner un sens spirituel à leurs vies, ne trouvèrent pas grand chose dans la communauté juive." *Allan Brownfield, "Issues of the American Council for Judaism", Printemps 1997.*

Le sionisme et l'holocauste

Les décisions des Nations-Unies de créer une partition de la Palestine et d'accorder ensuite l'admission en son sein à l'Etat d'Israël furent, entre autres, une réponse émotionnelle aux horreurs de l'holocauste. Dans des circonstances normales, la juste revendication, exprimée par la majorité arabe, d'accéder à la souveraineté aurait prévalu. Cette réaction de culpabilité de la part des alliés occidentaux était compréhensible, mais cela n'était pas une raison pour que les Palestiniens payent pour des crimes commis par d'autres – un exemple classique que deux erreurs additionnées qui ne se transforment pas en une juste cause. L'holocauste est bien souvent utilisé comme argument en faveur du sionisme, mais cette connexion est-elle justifiée ? Il y a différents aspects qui doivent être considérés pour répondre honnêtement à cette question. Tout d'abord, nous examinerons les archives pour savoir en quoi le mouvement sioniste a aidé la communauté juive européenne contre les nazis.

Quand Shamir proposa une alliance aux Nazis

"Dès 1941, le groupe sioniste LEHI, dont un des leaders, Yitzhak Shamir, devint Premier ministre d'Israël, approcha les nazis en utilisant le nom de son

organisation mère, l'Irgoun [NMO]... [Voici sa proposition] : 'l'installation de l'Etat hébreu historique, basée sur le nationalisme et le totalitarisme et liée à un traité avec le Reich allemand, serait dans l'intérêt du renforcement du futur rapport de force allemand au Proche-Orient... Le NMO en Palestine propose de prendre une part active dans la guerre aux côtés de l'Allemagne'... Les nazis rejetèrent la proposition parce que, selon ce qui a été établi, ils considérèrent la puissance militaire du LEHI¹¹ comme quantité 'négligeable.'" *Allan Brownfield dans "The Washington Report on Middle Eastern Affairs", juillet/août 1998.*

¹¹ [NdT] Acronyme pour *Lohamei Herut Yisrael* (combattants pour la liberté d'Israël.) Le LEHI était une organisation clandestine qui opéra entre 1940 et 1948. Branche dissidente d'*Etzel* (organisation militaire nationale, elle-même dissidente du Haganah – branche militaire clandestine du Yishuv), et composée essentiellement d'un groupe conduit par Avraham Stern, elle avait trois points de désaccord avec l'Irgoun : (a) le groupe réclamait que la lutte armée contre le gouvernement britannique se poursuive sans tenir compte de la guerre contre l'Allemagne nazie ; (b) son opposition à l'enrôlement dans l'armée britannique ; et (c) sa volonté de collaborer, comme mesure tactique, avec tous ceux qui soutenaient la lutte contre les Britanniques en Palestine. Les objectifs du LEHI étaient maximalistes : la conquête et la libération d'*Eretz Yisrael* ; la guerre contre l'Empire britannique ; le retrait total de la Grande-Bretagne de Palestine ; et l'établissement d'un "royaume hébreu, allant de l'Euphrate jusqu'au Nil."

Les institutions du Yishuv condamnèrent le LEHI et la police britannique recherchèrent ses membres (guère plus de quelques centaines) sans relâche. Le 12 février 1942, Avraham Stern fut capturé à Tel-Aviv et assassiné par des policiers britanniques. Une nouvelle structure de commandement prit la suite et les combattants restants continuèrent leur guerre en poursuivant leurs actes de terrorisme, dont l'assassinat de Lord Moyne (Ministre britannique en charge du Moyen-Orient au Caire) le 6 novembre 1944. Les coupables furent arrêtés et pendus en mars 1945.

Le LEHI rejoignit, en même temps que le Haganah et Etzel, le Mouvement de Résistance Hébreux qui fut créé en novembre 1945. La plus grande opération qu'il mena pour le compte de ce mouvement fut l'attentat à la bombe des ateliers du chemin de fer d'Haïfa en juin 1946, dans lequel 11 membres du LEHI trouvèrent la mort. Mais le Mouvement de Résistance Hébreux se disloqua à la suite à l'attentat de l'Hôtel King David (QG des forces et de la police britanniques) à Jérusalem en juillet 1946, et le LEHI retourna à ses activités de harcèlement et de guerre d'usure. En 1947, le LEHI décida de concentrer ses activités sur Jérusalem afin d'en empêcher l'internationalisation, ainsi que l'application du plan de partition.

Lorsque l'IDF fut créée le 31 mai 1948, le LEHI fut dissout et ses membres intégrés dans la nouvelle armée d'Etat. Il n'y eut qu'à Jérusalem où le LEHI resta une organisation indépendante, arguant que le sort de Jérusalem n'était pas encore déterminé. Le 17 septembre 1948, le Comte suédois Folke Bernadotte, médiateur de l'O.N.U., y fut assassiné et l'on suspecta les membres du LEHI. Le nouveau gouvernement israélien déclara alors illégale cette branche de l'organisation à Jérusalem, et deux de ses dirigeants furent condamnés à de lourdes peines de prison par un tribunal militaire, mais ils furent relâchés à l'occasion d'une amnistie générale.

Source : Ministère des Affaires Etrangères Israélien

Le but principal du sionisme n'était-il pas de sauver les Juifs de l'holocauste ?

"En 1938, une trente et unième conférence sur la réinsertion des victimes du nazisme eut lieu à Evian. L'Organisation Sioniste Mondiale refusa d'y participer, craignant que la réinsertion de Juifs dans d'autres Etats réduise le nombre de candidats disponibles pour immigrer en Palestine." *John Quigley, "Palestine and Israel: A Challenge to Justice."*

Le but principal du sionisme - suite

"Il a été résumé, lors du meeting [de l'exécutif de l'Agence Juive, le 26 juin 1938] que la meilleure attitude sioniste consiste 'à déprécier autant que faire se peut la Conférence [d'Evian] pour l'amener à ne rien décider... Notre principale inquiétude est qu'elle pourrait conduire des organisations juives à collecter d'importantes sommes d'argent pour venir en aide aux réfugiés juifs, et ces collectes pourraient interférer avec nos propres collectes'...

"Voici la déclaration que Ben Gourion a faite lors de ce meeting : 'aucune justification ne peut transformer la conférence pour la faire passer de dangereuse à utile. Ce qu'il est possible et doit être fait, c'est de réduire les dégâts au minimum.'" *Boas Evron, auteur israélien "Jewish State or Israeli Nation?"*

Le but principal - suite

"[Ben Gourion a déclaré] 'Si j'avais le choix entre sauver tous les enfants d'Allemagne en les transportant en Angleterre et en sauver seulement la moitié en [les transportant en] Palestine, je choisirais la seconde possibilité - parce que nous ne devons pas seulement faire face à la reconnaissance de ces enfants, mais nous nous retrouvons face à la reconnaissance historique du peuple juif.' A la suite des pogromes de *Kristallnacht*¹², Ben Gourion observa que 'la conscience humaine' peut conduire divers pays à ouvrir leurs portes aux réfugiés juifs d'Allemagne. Il considérait cette éventualité comme une menace et mit en garde : 'Le sionisme est en danger.'" *Tom Segev, historien israélien, « The Seventh Million. »*

¹² [NdT] Le 9 novembre 1938, les sections d'assaut nazies (SA), les SS et les Jeunesses hitlériennes s'en prirent aux synagogues et aux locaux des organisations israélites, ainsi qu'aux magasins et aux biens des particuliers. Près d'une centaine de personnes furent tuées à l'occasion de ce gigantesque pogrome, une centaine de synagogues furent brûlées et 7500 magasins pillés. Avec un certain cynisme, les Nazis ont donné à ces premières violences antisémites planifiées en Allemagne le nom poétique de «*Nuit de Cristal*», en référence aux vitrines et à la vaisselle brisées cette nuit-là.

Le but principal du sionisme – suite

"Même son sympathique biographe admet que Ben Gourion n'a rien fait de concret pour [leur] porter secours, consacrant toutes ses énergies aux perspectives d'après guerre. Il délégua les opérations de sauvetage à Yitzhak Gruenbaum, qui [déclara]... 'Ils diront que je suis antisémite, que je ne veux pas mettre fin à l'Exil, que je n'ai pas un *varm Yiddish hartz*¹³... Laissons-les dire ce qu'ils veulent. Je ne demanderai pas à l'agence juive d'allouer une somme de 300.000 ou de 100.000 livres sterling pour aider la communauté juive européenne. Et je pense que celui qui fait une telle demande commet un acte anti-sioniste.'

"En Amérique, les sionistes... adoptèrent la même position. En mai 1943, lors d'un meeting de l'American Emergency Committee for Zionist Affairs¹⁴, Nahum Goldmann argua, 'Si une brèche est ouverte contre le Livre Blanc [la politique britannique de restreindre strictement le nombre d'immigrants juifs en Palestine], les manifestations de masse protestant contre le meurtre de la communauté juive européenne devront s'arrêter. Nous ne disposons pas d'une force suffisante pour les deux campagnes.'" *Peter Novick, « The Holocaust in American Life. »*

Le but principal du sionisme – suite

"Le mouvement sioniste... empiéta sur d'autres organisations, juives et non-juives, et leur fit obstacle à chaque fois qu'il pensait que leurs activités, politiques ou humanitaires, différaient des objectifs sionistes ou qu'elles entraient en compétition avec eux, même lorsqu'elles auraient pu s'avérer utiles pour les Juifs, et même lorsqu'il s'agissait de vie ou de mort... Beit Zvi¹⁵ prouve par des documents que les dirigeants sionistes ne s'intéressaient pas à sauver les Juifs de la menace nazie sauf dans les cas où les Juifs pouvaient être emmenés en Palestine... [par exemple] la proposition du dictateur de la République Dominicaine, Raphaël Trujillo, d'intégrer cent mille réfugiés, et le sabotage par le mouvement sioniste de cette idée – comme d'autres, telles que les propositions d'établir des Juifs en Alaska et aux Philippines...

"La stupidité du mouvement sioniste envers le sort de la communauté juive européenne ne l'empêcha pas, bien sûr, d'accuser plus tard le monde entier d'indifférence vis-à-vis de la catastrophe juive et d'avoir des exigences insistantes, matérielles, politiques ou morales sur le monde entier à cause de cette indifférence." *Boas Evron, auteur israélien, « Jewish State or Israeli Nation ? »*

¹³ [NdT] Yiddish signifiant 'un grand cœur juif.'

¹⁴ [NdT] Comité d'Urgence Américain aux Affaires Sionistes.

¹⁵ [NdT] Historien israélien spécialisé dans les recherches sur l'Holocauste.

Le but principal du sionisme – suite

"J'ai déjà expliqué en détail le motif de notre présence ici, raisons, que je peux affirmer en tant que pionnier de 1906, qui n'ont rien à voir avec les Nazis ! ... Nous sommes ici car cette terre est la nôtre. Et nous sommes ici parce que nous l'avons faite nôtre une nouvelle fois grâce au travail que nous y avons consacré. Le nazisme et notre passé de martyr à l'étranger n'ont pas de lien direct avec notre présence en Israël." *David Ben Gourion, « Mémoires. »*

Rétrospectivement, il est facile de dire que les millions de Juifs qui furent assassinés pendant l'Holocauste auraient pu être sauvés si la Palestine avait été une destination permettant une immigration illimitée. Toutefois, l'histoire de cette période n'est pas simple. Premièrement, il faut garder en mémoire que d'autres plans réalistes d'intégration furent proposés, mais rejetés activement par le mouvement sioniste. Deuxièmement, en Europe, la grande majorité des Juifs n'étaient pas sionistes et n'essayèrent pas d'émigrer en Palestine avant 1939. Troisièmement, une fois la guerre commencée, les Nazis occupèrent divers pays et refusèrent de laisser partir les Juifs, rendant l'émigration virtuellement impossible. Et la Palestine, ainsi que nous l'avons démontré, était déjà occupée ; les Arabes natifs avaient des raisons autrement plus valables que d'autres pays pour limiter l'immigration juive. Lisez donc ceci :

~ ~ ~ ~

L'émigration vers la Palestine avant la deuxième guerre mondiale

"En 1936, la Ligue Sociale Démocratique (*Social Democratic Bund*) remporta une large victoire dans les élections de la *kehilla*¹⁶ juive en Pologne... Ses caractéristiques principales comprenaient 'une hostilité inflexible au sionisme' et à l'entreprise sioniste de l'émigration juive de la Pologne vers la Palestine. La Ligue souhaitait que les Juifs polonais combattent l'antisémitisme en Pologne en y restant... Les principaux partis et mouvements de la communauté juive polonaise d'avant 1939 s'opposaient aussi, par principe, à l'objectif sioniste... "Partout ailleurs en Europe de l'Est... les sionistes étaient encore plus faibles." *Prof. William Rubinstein, "The Myth of Rescue."*

¹⁶ Communauté, en hébreu

L'émigration vers la Palestine avant la deuxième guerre mondiale - suite

"En fait, le sionisme a subi sa propre défaite par l'Holocauste ; en tant que mouvement, il a échoué. Après tout, il n'avait pas réussi à persuader la majorité des Juifs de quitter l'Europe pour la Palestine alors qu'il en était encore temps." *Tom Segev, historien juif, « The seventh Million. »*

L'émigration pendant la deuxième guerre mondiale

"[Avec le commencement de la guerre, le Nazi] instaura dans tous les pays sous son contrôle direct l'interdiction d'émigrer : après 1940-1 il était en effet impossible pour les Juifs d'émigrer légalement de l'Europe occupée par les Nazis vers des lieux de sécurité... Les portes... étaient solidement fermées : par les Nazis, faut-il le souligner." *Prof William D. Rubinstein, "The Myth of Rescue."*

La Palestine n'était pas non plus un havre de sécurité évident

"En septembre 1940, les Italiens, en guerre contre l'Angleterre, bombardèrent le centre-ville de Tel-Aviv, causant une centaine de victimes... Alors que l'armée allemande avait envahi l'Europe et l'Afrique du Nord, il semblait possible qu'elle conquît aussi la Palestine. Pendant l'été 1940, le printemps 1941, et aussi l'automne 1942, le danger semblait imminent. Les *yishuv* paniquèrent... De nombreuses personnes tentèrent de trouver un moyen de quitter le pays mais ce ne fut pas simple... Quelques-uns... ne prirent pas de risques ; ils avaient sur eux des capsules de cyanure." *Tom Segev, historien israélien, « The Seventh Million. »*

De toute façon, la Grande-Bretagne ne pouvait pas donner la Palestine ; elle était déjà occupée.

"Nous arrivâmes dans ce pays qui était déjà peuplé par des Arabes, et nous étions en train d'y établir un Etat hébreu, c'est à dire juif... Des villages juifs furent bâtis en lieu et place des villages arabes... Il n'y avait pas une seule communauté dans le pays qui n'avait pas une population arabe antérieure." *Moshé Dayan, dirigeant israélien, cité dans «Original Sins» de Benjamin Neit Hallahmi. »*

Déjà occupée - suite

"On peut admettre l'argument selon lequel une minorité persécutée a le droit de trouver refuge dans un autre pays qui peut l'accueillir ; c'est plus difficile, cependant, d'admettre l'idée qu'une minorité pacifique ait le droit de supplanter

politiquement et peut-être physiquement la population autochtone d'un autre pays. Pourtant... ce fut la véritable intention du mouvement sioniste." *Norman Finkelstein, « Image and Reality of the Israel-Palestine conflict. »*

L'utilisation de l'Holocauste à des fins politiques

"[En 1947] les Nations Unies nommèrent un organisme spécial, the *United Nations Special Committee On Palestine* [UNSCOP], pour prendre les décisions concernant la Palestine, et l'O.N.U. avait demandé aux membres de l'UNSCOP de visiter les camps constitués par les survivants de l'Holocauste. Nombre de ces survivants voulaient émigrer aux Etats-Unis, un vœu qui sapait la revendication sioniste affirmant que le sort de la communauté juive européenne était lié à celui de la communauté juive en Palestine. Lorsque les représentants de l'UNSCOP arrivèrent dans ces camps, ils n'étaient pas conscients que des manipulations en coulisse limitaient leurs contacts aux seuls survivants qui avaient souhaité émigrer en Palestine." *Ilan Pappé, historien israélien, dans « The Link, » janvier-mars 1998.*

A des fins politiques – suite

"A l'intérieur des camps de *DP* [*Displaced Persons*, personnes déplacées], des émissaires du Yishuv organisaient l'activité de rencontre des survivants – fait décisif, les témoignages que les DP rapportaient au Comité d'Enquête Anglo-Américain et à l'UNSCOP à propos de l'endroit où ils souhaitaient aller...

"Les envoyés de l'Agence Juive rapportèrent à leur siège qu'ils avaient réussi à éviter l'audition de témoins 'indésirables'. L'un d'eux écrivit à sa petite amie de Palestine qu'ils 'devaient constamment changer le style et leur écriture afin de leur faire croire que les questionnaires étaient remplis par les réfugiés.'" *Peter Novick, « The Holocaust in American Life. »*

Le conseiller de Roosevelt écrit sur les raisons pour lesquelles les Etats-Unis n'offrirent pas le droit d'asile aux réfugiés juifs après la deuxième guerre mondiale

"Et si le Canada, l'Australie, l'Amérique du sud, l'Angleterre et les Etats-Unis avaient tous été d'accord pour ouvrir une porte à une certaine immigration ? Encore aujourd'hui [écrit en 1947] mon jugement est que, et je suis allé en Allemagne depuis la fin de la guerre, seule une minorité de DP choisirait la Palestine...

"[Roosevelt] proposa un budget mondial pour faciliter l'émigration de 500.000 européens battus. Chaque nation devait ouvrir ses portes à des milliers de

réfugiés... Pendant la guerre, il me suggéra qu'à l'occasion des voyages que j'effectuais pour son compte en Angleterre je sonde d'une manière générale et non-officielle les leaders de l'opinion publique britannique, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement... L'unique réponse : La Grande-Bretagne s'alignera sur les Etats-Unis, homme pour homme, pour les admissions en provenance d'Europe... Cela semblait réglé. Considérant que le reste du monde serait prêt à donner l'asile à 200.000 personnes, il y avait une raison solide pour faire pression sur le Congrès d'accepter au moins 150.000 immigrants après la guerre...

"Cela nous libérerait de l'hypocrisie consistant à fermer nos propres portes alors que nous formulons des exigences supérieures auprès des Arabes... Mais ça n'a pas marché... Il est possible que le manquement des principales organisations juives à supporter avec zèle ce programme d'immigration ait amené le Président à ne pas y donner suite à ce moment-là...

"J'ai parlé à de nombreuses personnes militant dans des organisations juives. Je leur ai soumis ce plan... et j'ai été surpris et je me suis même senti insulté lorsque des dirigeants juifs de ces organisations militantes me décrièrent, me méprisèrent, et enfin m'attaquèrent comme si j'étais un traître... Je crois connaître la raison de leur opposition. Il y a un intérêt personnel, profond, réel, souvent fanatique et émotionnel, à mettre en valeur le mouvement [sioniste] palestinien. Des hommes tels que Ben Hecht ne se sentent pas très concernés par le sang humain tant qu'il ne s'agit pas du leur." *Morris Ernst, avocat juif et ami du Président Roosevelt, « So Far, So Good. »*

Victimologie

"Les Juifs, partisans de jouer la carte 'victimes' ont non seulement conscience de son efficacité sociale mais aussi de son utilité comme moyen pour renforcer la solidarité juive et, par voie de conséquence, sa survivance. Si nous sommes haïs par tous et sommes condamnés à l'être jusqu'à la fin des temps, alors nous ferions mieux de nous serrer les coudes et d'en tirer le meilleur parti possible... Personnellement, je n'ai jamais trouvé que cette vision des Gentils haïssant éternellement [les Juifs] ait une quelconque ressemblance avec la réalité. Cela ressemble à un pur et simple mythe, et même, particulièrement hideux.

"S'agit-il d'un bon moyen de contrôle social ? Peut-être. Mais à quel prix ? En asséchant la foi et en vidant l'histoire, aussi bien celle des Juifs que celle des Gentils, de tout son contenu sauf de leur antagonisme ? Procéder ainsi, c'est se vautrer dans des images diaboliques et établir comme postulat que le Juif, toujours moralement supérieur, est la victime du 'goy', toujours moralement inférieur. J'ai passé la plus grande partie de ma vie d'adulte parmi des Juifs hassidiques, dont la plupart étaient des survivants de l'Holocauste, et je n'ai

pratiquement jamais entendu ce rabâchage incessant sur la victimologie et sur notre besoin de l'immortaliser pour toujours... [La victimologie] permet aux Juifs de contourner leur propre foi et substitue à sa place l'allégeance Holocauste/Israël." *Rabbi Mayer Schiller, cité dans "Issues of the American Council for Judaism," Été 1998.*

Considérations d'ordre général :

Israël a recherché la paix avec ses voisins arabes mais a constamment refusé, jusqu'à ces dernières années, de négocier directement avec les Palestiniens, pourquoi ?

"Mes amis, prenez garde ! Lorsque vous reconnaissez le concept de 'Palestine', vous détruisez votre droit de vivre à Ein Hahoreh¹⁷. S'il s'agit de la Palestine et non de la terre d'Israël, alors vous êtes les conquérants et non ceux qui ont labouré cette terre. Vous êtes des envahisseurs. S'il s'agit de la Palestine, alors cela appartient au peuple qui y habitait avant que vous n'y veniez. Seulement s'il s'agit de la terre d'Israël, vous avez le droit de vivre à Ein Hahoreh ou à Degania Alaph¹⁸. S'il ne s'agit pas de votre pays, de votre patrie, du pays de vos ancêtres et de vos fils, alors qu'y faites-vous ? Vous êtes venus dans la patrie d'un autre peuple qui la revendique, vous avez expulsé ses habitants et vous avez pris leur terre." *Menahem Begin, cité dans "Peace in the Middle East?" de Noam Chomsky's.*

Encore plus, de source sûre

"Pourquoi les Arabes devraient-ils faire la paix ? Si j'étais un dirigeant arabe, je ne ferais pas de compromis avec Israël. C'est tout naturel : nous avons pris leur pays. Bien sûr, Dieu nous l'a promis, mais qu'est-ce que ça peut bien leur faire ? Notre Dieu n'est pas le leur. Nous venons d'Israël, c'est vrai, mais d'il y a deux mille ans, et qu'est-ce que ça représente pour eux ? Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : Nous sommes venus et nous avons volé leur pays. Pour quelle raison devraient-ils l'accepter ?" *David Ben Gourion, cite dans "The Jewish Paradox" de Nathan Goldman, ancien président du Congrès Juif Mondial.*

Encore plus, de source sûre

"Devant les propres yeux [des Palestiniens] nous possédons la terre et les villages où ils ont vécu, eux et leurs ancêtres... Nous sommes la génération des colonisateurs, et sans le casque d'acier et le barillet du revolver il nous est impossible de planter un arbre et de construire une maison." *Moshé Dayan, dirigeant israélien, cité dans « Original Sins : Reflections on the History of Zionism et Israël, » de Benjamin Beit-Hallahmi.*

¹⁷ [NdT] Kibboutz fondé dans les années 1930.

¹⁸ [NdT] 1^{er} Kibboutz fondé en 1909.

Encore plus, de source sûre

"Les Arabes seront notre problème pendant longtemps, disait Weizmann. Cela ne sera pas simple. Un jour, il faudra bien qu'ils partent et qu'ils nous laissent posséder le pays. Ils sont à dix contre un, mais nous, les Juifs, n'avons-nous pas dix fois leur intelligence ?" *Le dirigeant sioniste Chaim Weizmann en 1919 à la conférence de paix de Paris, cité dans « And Not To Yield » de Ella Winter.*

Le consensus international sur Israël (un tout petit échantillon représentatif)

"[Au début des années 1950], les Etats arabes se plaignaient régulièrement auprès du Conseil de Sécurité de L'O.N.U. des représailles qu'ils subissaient, et L'O.N.U. rejetait de façon routinière les revendications d'Israël à propos de son droit à l'autodéfense..."

"En juin 1982, Israël envahit une nouvelle fois le Liban et détruisit par des bombardements aériens des camps entiers de réfugiés palestiniens. En procédant ainsi, Israël tua 20.000 personnes, dont la plupart étaient des civils... Israël revendiqua l'autodéfense pour justifier cette agression, mais l'absence d'attaques en Israël de la part de l'O.L.P, pendant toute l'année précédant [ces bombardements] rendit douteuse cette revendication... Le Conseil de Sécurité [des Nations-Unies] exigea 'qu'Israël retire toutes ses forces militaires, sur-le-champ et inconditionnellement, derrière les frontières internationalement reconnues du Liban'..."

"La Commission aux Droits de l'Homme des Nations-Unies, s'appuyant sur la disposition de la Convention de Genève déterminant que certaines violations du droit humanitaire représentent des 'infractions graves' et méritent une condamnation criminelle pour ceux qui les ont perpétrées, découvrit qu'un certain nombre de pratiques israéliennes perpétrées lors du soulèvement [l'Intifada] constituaient des 'crimes de guerre.' Cela incluait la torture physique et psychologique de détenus palestiniens et leur assujettissement à un traitement inhumain et indécent ; des punitions collectives sur des villes, des villages et des camps ; la détention administrative de milliers de Palestiniens ; l'expulsion de citoyens palestiniens ; la confiscation de propriétés palestiniennes ; et l'organisation de raids et de démolitions sur des habitations palestiniennes." *John Quigley, « Palestine et Israel : A Challenge to Justice. »*

Des années 1970 jusqu'en 1999, et malgré la décision de la Haute Cour de Justice israélienne interdisant (en théorie) la torture pendant les interrogatoires, des centaines de milliers de Palestiniens furent assujettis à des traitements inhumains dans les prisons israéliennes.

"Les deux principales agences israéliennes en charge des interrogatoires dans les territoires occupés adoptent un comportement systématique de mauvais traitements et de tortures – selon les définitions internationalement reconnues... Les méthodes utilisées dans presque toutes les séances d'interrogatoire sont : la privation prolongée de sommeil ; la privation prolongée de lumière, au moyen de bandeaux sur les yeux ou de cagoules serrées ; le maintien prolongé et forcé dans des positions corporelles qui produisent une douleur croissante ; et des menaces verbales et des insultes.

"Ces méthodes étaient presque toujours doublées des abus suivants : détention dans des espaces étroits de la taille d'un placard ; exposition à des températures extrêmes, telles que des pièces délibérément surchauffées ; privation prolongée d'aller aux toilettes et de se laver ; et traitements dégradants... Les corrections sont largement plus habituelles dans les interrogatoires des IDF¹⁹ que dans ceux du GSS²⁰. Seize des dix-neuf détenus que nous avons interviewés [détenus entre 1992 et 1994] rapportèrent qu'ils avaient été agressés lors de leur interrogatoire. Les coups de poings et les coups de pieds étaient dirigés vers la gorge, les testicules et l'estomac. Certains furent étouffés à plusieurs reprises ; d'autres furent projetés contre les murs, tête en avant...

"Les interrogatoires israéliens utilisent constamment des méthodes combinées les unes aux autres, et sur de longues périodes. Ainsi, un prisonnier en détention par le GSS peut passer des semaines durant lesquelles, à l'exception de quelques courts répit, il passe d'une chaise étroite à laquelle il est enchaîné à une cabine étroite étouffante dans laquelle il ne peut pratiquement pas bouger, puis à des sessions de questionnement lors desquelles il est frappé ou violemment malmené, et enfin, retour à la chaise.

"L'usage intensif, prolongé et combiné de ces méthodes cause une souffrance mentale et physique sévère qui est au cœur des définitions de la torture internationalement reconnues. La direction politique d'Israël ne peut prétendre ignorer que les mauvais traitements sont la norme dans les centres d'interrogatoires. Le nombre des victimes est trop important et les abus trop systématiques." *Rapport de Human Rights Watch (1994), « Torture and Ill-Treatment: Israel's Interrogation of Palestinians from the Occupied Territories. »*

¹⁹ Israel Defense Forces

²⁰ General Security Services

L'usage de la force – suite

"Amnesty International a aussi observé que, lorsqu'ils sont conduits devant la cour, la plupart des détenus palestiniens arrêtés pour des délits 'terroristes' et torturés par le Shin Bet (GSS) 'sont accusés de délits tels que lancer des pierres ou faire partie d'associations illégales. Ils ont aussi inclus des prisonniers d'opinion, tels que des gens arrêtés au seul motif d'avoir brandi un drapeau.' A propos d'un cas similaire, l'éditorialiste de Haaretz, B. Michael, a noté qu'il n'y avait pas un seul cas connu où l'utilisation de la torture par le Shin Bet était motivée par un scénario de la 'bombe à retardement' : 'Dans chaque cas où un Palestinien a porté plainte pour torture, le Shin Bet justifia son usage de la torture pour extorquer des aveux à propos de quelque chose qui avait déjà eu lieu, et non pas à propos de quelque chose d'imminent. » *Norman Finkelstein, « The Rise and Fall of Palestine. »*

La Commission des Nations-Unies Contre la Torture de 1997 prend des mesures contre Israël

"B'Tselem²¹ estime... que le GSS interroge chaque année entre 1000 et 1500 Palestiniens [sur la base de 1998.] Environ 80% d'entre eux – soit au moins 850 personnes par an – sont torturés pendant leur interrogatoire...

"Le Comité des Nations-Unies Contre la Torture aboutit à une conclusion sans équivoque : ... ' Selon le point de vue du Comité, les méthodes d'interrogatoire [utilisées dans les prisons israéliennes]... sont en infraction avec l'article 16 et constituent des actes de torture tels que définis à l'article 1 de la Convention... En tant que signataire de la Convention Contre La Torture, il est exclu pour Israël de faire valoir devant ce Comité des circonstances exceptionnelles'... La prohibition de la torture est par conséquent absolue et aucune circonstance 'exceptionnelle' ne peut justifier d'en déroger." *Rapport de 1998 de B'Teslem, The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories, « Routine Torture : Interrogation Methods of the General Security Service. »*

Quelques arguments utilisés pour justifier le sionisme

"Il n'y a clairement aucune raison pour justifier le rêve sioniste – désir de délivrance de la souffrance juive... Le problème avec le sionisme commence, pour ainsi dire, lorsqu'il pose un pied sur la terre de Palestine. Ce qui a besoin d'être justifié est l'injustice faite aux Palestiniens par le sionisme : la dépossession et la persécution de tout un peuple. Il y a clairement quelque chose qui cloche ici, un mal qui crée le besoin d'une justification...

²¹ Le Centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les Territoires Occupés.

[*Par exemple, la revendication de l'héritage ancestral*] L'objectif du sionisme est la restauration d'une souveraineté juive à son statut d'il y a 2.000 ans. Le sionisme ne se fait pas l'avocat d'une révision identique de toute la situation mondiale. Il ne se fait pas l'avocat de la restauration de l'Empire romain... [De plus] Les Palestiniens ont revendiqué la descendance des anciens habitants de Palestine d'il y a 3.000 ans !...

[*La souffrance juive comme justification*] C'était facile de faire payer aux Palestiniens pour 2.000 ans de persécution. Les Palestiniens, qui ont ressenti l'énorme puissance de cette vengeance n'étaient pas les oppresseurs historiques des Juifs. Ils n'ont pas mis les Juifs dans des ghettos et ne les ont pas forcés à porter des étoiles jaunes. Ils n'ont pas planifié d'Holocaustes. Mais ils commirent une faute. Ils étaient faibles et sans défense face à une réelle puissance militaire, et furent ainsi les victimes idéales d'une vengeance abstraite...

[*L'antisémitisme comme justification*] Contrairement à la situation des Juifs, persécutés pour le simple fait d'être juifs, les Israéliens font la guerre au monde arabe parce qu'ils ont commis le pêché de colonialisme et non à cause de leur identité juive...

[*La justification par la loi de la jungle*] Présenter le monde comme naturellement injuste, et l'oppression comme une composante de la nature, a toujours été le refuge de ceux qui veulent préserver leurs privilèges... Le besoin de justifier le sionisme, et l'absence d'autres moyens de défense, fait partie intégrante de la vision israélienne du monde... En Israël, le cynisme, pour lequel les Israéliens ont acquis une certaine notoriété, est devenu habituel...

[*L'effet sur les Israéliens*] Les Israéliens donnent l'impression d'être hantés par un sortilège. C'est le sortilège provenant du pêché originel contre les Arabes indigènes. Comment peut-on parler d'Israël sans rappeler la dépossession et l'exclusion des non-Juifs ? C'est le point fondamental concernant Israël que l'on ne peut pas comprendre sans prendre cela en compte. Le pêché originel hante et tourmente les Israéliens ; il marque tout et laisse des traces sur tous. Son souvenir empoisonne le sang et marque chaque moment de l'existence." Benjamin Beit-Hallahmi, auteur israélien, « *Original Sins : Reflection on the History of Zionism and Israel.* »

Le droit historique du sionisme sur la Palestine

"Le 'droit historique' du sionisme sur la Palestine n'a été ni historique, ni un droit. Il n'est pas historique dans la mesure où il a occulté deux millénaires d'implantation non-juive en Palestine et les deux millénaires d'implantation juive en dehors de la Palestine. Cela n'est pas non plus un droit, sauf pour le

'mysticisme' romantique de 'la terre et du sang' et le 'culte' romantique de 'la mort, des héros et des tombes'...

"La revendication du Juif-errant se fonde sur un ensemble d'affirmations qui dénie à la fois l'idée libérale de citoyenneté et qui reproduisent l'idée antisémite selon laquelle l'Etat appartient à la majorité ethnique qui forme la nation. En un mot, le procès sioniste pour un Etat hébreu est aussi valable que le procès antisémite pour un Etat ethnique qui marginalise les Juifs." Prof. Norman Finkelstein, « *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*. »

Qu'en est-il de l'argument sioniste prétendant que la Jordanie est déjà l'Etat palestinien ?

"Il est souvent prétendu qu'il y avait, en fait, un précédent 'compromis territorial'. A savoir, lorsque la Transjordanie fut retirée, en 1922, de la promesse 'une patrie pour le peuple juif,'... décision difficile à critiquer à la lumière de la réalité, puisque 'le nombre de Juifs y habitant de façon permanente en 1921 a été estimé de manière fiable à deux ou, selon certaines autorités, à trois personnes.'" Noam Chomsky, « *The Fateful Triangle*. »

Pourquoi Israël, "la seule démocratie du Proche-Orient," n'a-t-il pas de constitution ?

"Le fait de ne pas avoir élaboré une constitution n'est pas le fruit du hasard. L'expropriation massive de terres et autres propriétés, appartenant à ces Arabes qui s'enfuirent du pays à cause de la Guerre d'Indépendance et à ceux qui restèrent mais furent quand même déclarés absents, ainsi que la confiscation de grandes étendues de terres à des villages arabes qui n'avaient pas fui, de même que les lois qui furent passées pour légaliser ces actes - tout ceci aurait forcément été déclaré inconstitutionnel, nul et non avenu, par la Cour Suprême, étant donné le caractère expressément discriminatoire envers une partie des citoyens, alors qu'une constitution démocratique oblige l'Etat à traiter tous ses citoyens sur un pied d'égalité." Boas Evron, auteur israélien, « *Jewish State or Israeli Nation ?* »

"La seule démocratie au Proche-Orient ?" - suite

"La décision, prise en 1989 par la Haute Cour israélienne, stipulant que tout parti politique défendant l'égalité totale entre Juifs et Arabes peut être empêché de présenter des candidats à une élection...[signifie] que l'Etat israélien est l'Etat des Juifs...pas celui des [Arabes]." Norman Finkelstein, « *Image and Reality of the Israeli-Palestine Conflict*. »

Le fondamentalisme juif en Israël

L'aile fondamentaliste de la religion juive, bien qu'elle ne soit certainement pas représentative du Judaïsme dans son ensemble, est influente en Israël et constitue la base idéologique du mouvement de colonisation en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza (à l'exception du "Grand Jérusalem" où de nombreux Juifs laïcs se sont installés, attirés par des logements bon marché et subventionnés.) La parenthèse précédente montre le racisme inhérent à cette vision du monde et pourquoi son influence devrait être combattue par toutes les personnes sensées.

Les fondements idéologiques du racisme en Israël

"Le Talmud expose... qu'il existe deux types contraires d'âmes : une âme non-juive, originaire des sphères Sataniques, tandis que l'âme juive provient de la Sainteté... Le Rabbin Kook²², l'Ancien, le père révérend de la tendance messianique du fondamentalisme juif, disait : 'La différence entre une âme juive et les âmes non-juives... est plus grande et plus profonde que la différence entre une âme humaine et celle du bétail.'" *Israël Shahak et Norton Mezvinsky's*, « *Jewish Fundamentalism in Israel*. »

Le racisme – suite

"Les rabbins du Gush Emunim²³ ont continuellement répété que les Juifs qui tuent des Arabes ne devraient pas être punis, [par ex.]...S'appuyant sur le Code de Loi de Maïmonide²⁴ et sur la Halacha²⁵, le Rabbin Ariel exposa, 'Un Juif qui a tué un non-Juif est exempté de jugement humain et n'a pas violé l'interdiction [religieuse] du meurtre'. Ici, la signification est d'autant plus remarquable que la large approbation, à la fois directe et indirecte, du Gush Emunim est mise en évidence. Environ la moitié de la population juive d'Israël soutient le Gush Emunim." *Israël Shahak et Norton Mezvinsky's*, « *Jewish Fundamentalism in Israel*. »

²² [NdT] Abraham Isaac Kook fut le premier grand rabbin ashkénaze de Palestine. Mort en 1935, donc avant la grande catastrophe de la Shoah, il n'a pas connu l'État d'Israël.

²³ [NdT] Mouvement messianique nationaliste et expansionniste qui se mobilise pour la colonisation du "Grand Israël."

²⁴ [NdT] L'Espagnol Maimonide fut le plus grand théologien juif du XII^{ème} siècle. Il conciliait la théologie et la philosophie d'Aristote, appuyant la religion sur les vertus de l'intelligence et de la morale.

²⁵ [NdT] Ensemble des règles de vie du judaïsme.

Les raisons fondamentalistes pour s'emparer de la terre arabe

"Ils [les fondamentalistes] prétendent que ce qui ressemble à la confiscation de terres appartenant aux Arabes en vue de la colonisation ultérieure des Juifs est en réalité, non pas un vol, mais bien un acte de sanctification. De leur point de vue, la terre est moralement sauvée²⁶ grâce au transfert de la sphère satanique vers la sphère divine... Pour faire avancer ce processus, l'usage de la force est permis, chaque fois que cela est nécessaire... La Halacha autorise les Juifs à voler les non-Juifs dans ces localités où les Juifs sont plus forts que les non-Juifs." *Israël Shaha k et Norton Mezvinsky's, « Jewish Fundamentalism in Israel. »*

²⁶ [NdT] "La rédemption de la terre" selon la terminologie sioniste.

La deuxième Intifada et le "Processus de Paix"

L'échec des Accords d'Oslo

"Les Etats-Unis ont été un 'parrain' épouvantable du processus de paix. A la suite de la pression exercée par les Israéliens, ils ont plié sur tout, abandonnant le principe d'échanger la terre contre la paix. (Aucune Résolution de l'O.N.U. ne mentionne quoi que soit sur la restitution d'un petit pourcentage, en contrepartie de toute la superficie qu'Israël a saisie en 1967.) Ils ont poussé une Autorité palestinienne apathique dans un gouffre de plus en plus profond afin de répondre aux exigences grotesques de Nétanyahou.

"Le fait est que les Palestiniens se retrouvèrent dans une situation radicalement pire que celle où ils étaient avant que le processus d'Oslo ne débute. Leur revenu annuel [en 2000] était inférieur à la moitié de ce qu'il était en 1992 ; ils ne peuvent ni voyager, ni se déplacer ; Une quantité encore plus vaste de terre leur a été prise ; il y a un plus grand nombre d'implantations ; et Jérusalem est pratiquement perdue...

"Chaque démolition de maison, chaque expropriation, chaque arrestation et torture, chaque barricade, chaque clôture, chaque geste d'arrogance et d'humiliation intentionnelle ne font que raviver la mémoire du passé et reproduisent les mêmes offenses contre l'esprit, la terre et le corps politique palestiniens. Parler de paix dans un tel contexte c'est comme essayer de réconcilier l'inconciliable." *Edward Saïd, dans « The Progressive, » mars 1998.*

Les racines de la deuxième Intifada

"La colère palestinienne qui a explosé le 29 septembre [2000] mit un coup d'arrêt à la comédie qui débuta à Oslo [il y a dix ans] et qui s'intitulait 'processus de paix.' En 1993, les Palestiniens, ainsi que des millions de gens dans le monde entier, étaient enclins à espérer qu'Israël se retirerait de Cisjordanie et de la Bande de Gaza dans les cinq ans, et que les Palestiniens seraient alors libres de constituer un Etat indépendant. Pendant ce laps de temps, les deux parties auraient affiné les détails relatifs au retrait d'Israël et se seraient mises d'accord sur le statut de Jérusalem, sur l'avenir des implantations israéliennes, et sur le retour des réfugiés palestiniens.

"A cause du déséquilibre des forces en présence, les négociations n'ont abouti nulle part et les espoirs des Palestiniens n'ont jamais pu se concrétiser. Les Israéliens, quel que soit le gouvernement en place, chicanèrent sur les formulations, exigèrent des modifications sur ce qui avait déjà été accepté, puis

refusèrent de respecter les nouveaux accords. Pendant ce temps-là, les gouvernements israéliens successifs démolissaient des maisons palestiniennes, prenaient les faubourgs arabes de Jérusalem-Est pour y construire des logements destinés aux Juifs, et saisissaient des terres palestiniennes pour y établir de nouvelles colonies. Un nouveau réseau autoroutier de grande envergure, construit après 1993 sur des terrains confisqués aux Palestiniens, sépare les villes des villages et de Jérusalem, obligeant de nombreux Palestiniens à passer par des postes de contrôle, juste pour se rendre dans la ville voisine...

"Selon les dires du Président Clinton et de la plupart des médias, le Premier Ministre Ehud Barak céda sur presque toutes les demandes palestiniennes, et Yasser Arafat gâcha l'occasion de faire la paix en rejetant l'offre de Barak. En réalité, Arafat ne pouvait pas l'accepter. Barak, soutenu par Clinton, voulait assurer à Israël la poursuite du contrôle stratégique de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris l'espace aérien et les frontières, et insista pour qu'Israël garde la souveraineté permanente sur la quasi-totalité de Jérusalem-Est, y compris Haram Al-Sharif²⁷. Il s'agissait d'un accord qu'aucun Arabe aurait pu accepter.

"Tandis que les protestations s'élevaient, des hélicoptères de l'armée lancèrent des roquettes sur les faubourgs de plusieurs villes palestiniennes, détruisant des pâtés entiers de maisons et causant un record de victimes. Les chars israéliens encerclèrent des villes palestiniennes, canons tournés vers elles. A l'intérieur de la ligne verte²⁸, des civils israéliens armés mirent à sac des quartiers arabes, détruisant des propriétés arabes et criant 'Mort aux Arabes'... la police israélienne, prompte à tirer à balles réelles sur les lanceurs de pierres palestiniens, ne s'attelèrent pas à contenir les Israéliens et, à la place, ils tirèrent sur les Arabes qui défendaient leurs maisons. Deux Arabes furent tués.

"La révolte a sans aucun doute été alimentée par le ressentiment d'années d'abus et d'humiliation quotidiens sous l'occupation israélienne. Le 6 septembre [2000], un groupe de policiers des frontières israéliens arrêtèrent trois travailleurs palestiniens alors qu'ils rentraient d'Israël pour retourner chez eux et, sans aucune raison, leur firent subir des tortures pendant 40 minutes. Le *San Francisco Chronicle* rapporta le 19 septembre que les policiers avaient frappé les trois hommes à coups de poings, leur avaient cogné la tête contre un mur de pierre, les avaient obligés à avaler leur propre sang et avaient insulté leurs mères et leurs sœurs. Cet incident fut révélé uniquement à cause des photos que les policiers avaient prises où on les voyait tenir la tête de leurs victimes par les cheveux comme on exhibe des trophées de chasse. Des représentants israéliens aux droits de l'homme exposèrent que de telles corrections étaient monnaie courante, mais qu'elles sont rarement rapportées.

²⁷ [NdT] Le Mont du Temple, où se trouve l'Esplanade des Mosquées.

²⁸ [NdT] Frontières de 1967.

Rachelle Marshall, « *The Peace Process Ends in Protests and Blood*, » Rapport de Washington sur les Affaires au Moyen-Orient, décembre 2000.

"Israël a échoué au test"

"Dans les Accords d'Oslo, Israël et les Occidentaux mirent les Palestiniens à l'épreuve : En échange de la promesse israélienne de démanteler graduellement les mécanismes d'occupation en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, les dirigeants palestiniens promirent de faire cesser immédiatement tout acte de violence et de terrorisme. Dans ce but, tout un appareil de coordination pour la sécurité fut créé, de plus en plus de prisons palestiniennes furent construites, et les manifestants furent empêchés de s'approcher des implantations [juives].

"Les deux parties se mirent d'accord pour fixer une période de cinq ans afin d'achever le nouveau déploiement et de négocier un accord final. Les dirigeants palestiniens acceptèrent de prolonger cette période, encore et encore... De leur point de vue, Israël était aussi soumis à un test : Est-ce qu'Israël renoncera vraiment à son attitude de supériorité et de domination, créée pour garder le peuple palestinien sous son contrôle ?

"Sept ans plus tard, Israël détenait les contrôles administratif et de la sécurité sur 61,2% de la Cisjordanie et environ 20% sur la Bande de Gaza, ainsi que le contrôle de la sécurité sur encore 26,8% de la Cisjordanie. C'est ce contrôle qui a permis à Israël de doubler le nombre de colonies en 10 ans... et de contenir une nation tout entière dans des zones limitées, nation emprisonnée dans un réseau de routes de contournement réservées aux seuls Juifs...

"Israël a échoué au test. Le contrôle palestinien de 12% de la Cisjordanie ne montre pas qu'Israël a renoncé à son attitude de supériorité et de domination... Le bain de sang qui a duré pendant trois semaines [en 2000] est la conséquence naturelle de sept années de mensonges [israéliens] et de tromperie." *Amira Hass, journaliste israélien, « Israel Has Failed The Test, » dans le quotidien israélien Ha'aretz, 18/10/2000.*

Jimmy Carter dresse un bilan simple des faits - novembre 2000

"Une des raisons, sous-jacente, à l'échec d'années de diplomatie américaine et à la persistance de la violence au Proche-Orient, est que les dirigeants israéliens continuent de 'créer des circonstances' en poursuivant la construction de colonies dans les territoires occupés...

"A Camp David, en septembre 1978... les clauses bilatérales conduisirent à un traité global et pérenne entre l'Égypte et Israël. Il fut rendu possible grâce à l'acceptation de dernière minute par Israël de retirer ses implantations du

Sinaï. Concernant le statut de la Cisjordanie et... de Gaza, il y a des contraintes similaires qui n'ont pas été honorées, et qui ont conduit à la confrontation permanente et à la violence...

"[Quant à la Résolution 242 des Nations-Unies], l'engagement juridique de notre gouvernement à soutenir cette résolution équilibrée n'a pas changé... Il était clair que les implantations israéliennes dans les territoires occupés constituaient une violation directe de cet accord, et représentaient, selon la position américaine établie depuis longtemps, à la fois 'une illégalité et un obstacle à la paix.' De la même manière, le Premier Ministre Begin fit la promesse qu'aucune nouvelle implantation ne serait établie jusqu'à l'aboutissement de négociations finales. Mais plus tard, sous la pression du Likoud, il refusa d'honorer cet engagement...

"Il est improbable qu'un véritable progrès puisse avoir lieu... aussi longtemps qu'Israël persistera dans sa politique de colonisation, illégale suivant les lois internationales, soutenues par les Etats-Unis et toutes les autres nations.

"De nombreuses questions restent en suspens tandis que nous continuons à rechercher la fin de la violence au Proche-Orient, mais il y en a une qui est essentielle et à laquelle il n'y a pas moyen d'échapper : La terre ou la paix ?"
L'ancien Président Jimmy Carter dans le Washington Post, le 26 novembre 2000.

Oslo et l'Intifada 2000 - suite

"Amnesty International a conclu dans un rapport détaillé, et pratiquement jamais mentionné aux Etats-Unis, qu'après trois semaines de guerre virtuelle dans les territoires occupés par Israël, le Premier Ministre Ehud Barak annonça un nouveau plan destiné à déterminer le statut final de la région. Pendant cette période, plus de 100 Palestiniens furent tués - dont 30 enfants - à cause, le plus souvent, d'un 'usage excessif des armes dans des circonstances où, ni la vie des forces de sécurité, ni celle d'autres personnes n'étaient en danger immédiat. Ce qui représente des tueries illégales.'

"Le plan de Barak... s'assure que la terre cultivable et les ressources [essentiellement l'eau] restent largement entre les mains israéliennes tandis que la population sera administrée par une Autorité Palestinienne brutale et corrompue, jouant le rôle traditionnellement assigné aux collaborateurs indigènes sous différentes variétés de règles impériales : la direction noire des Bantoustans d'Afrique du Sud, pour ne mentionner que l'analogie la plus évidente...

"Il est important de rappeler que ces politiques ont été non seulement proposées, mais aussi exécutées avec le soutien des Etats-Unis. Ce soutien fut décisif dès 1971, lorsque Washington abandonna le cadre diplomatique

principal qu'elle avait initié (La Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies), puis continua, dans les années qui suivirent, à dénier unilatéralement les droits des Palestiniens, et dont le point culminant fut le 'processus d'Oslo.' Alors que tout ceci a été effectivement gommé de l'histoire aux Etats-Unis, un peu de travail est nécessaire pour découvrir les faits essentiels. Ils ne sont pas discutables, seulement occultés." *Noam Chomsky, « Al-Aqsa Intifada, » octobre 2000, sur Znet.*

L'Amérique – Un médiateur impartial ?

"La crédibilité de l'Amérique en tant que médiateur a été mise en doute depuis longtemps par les Palestiniens, et pour de bonnes raisons. 'Les Palestiniens se plaignent toujours que nous connaissions les détails de chaque proposition américaine avant eux,' disait récemment une source gouvernementale israélienne à *The Independent*. 'Il y a une bonne raison à cela : c'est nous qui les écrivons.'" *Phil Reeves, dans « The Independent » (U.K.) 9/10/2000.*

Les médias américains verrouillés relatent (quelques-uns) des faits mais pas LA vérité

"Il est rare que les journalistes américains explorent les nombreuses raisons qui poussent à croire que les Etats-Unis sont une des parties du cycle de violence si souvent décrié. Dans la première moitié d'octobre [2000], là non plus, il n'y a pas eu beaucoup d'analyses journalistiques sur le fait que la violence a frappé de manière écrasante le peuple Palestinien.

"En quelques jours, plusieurs douzaines de Palestiniens furent tués par des hommes en uniforme et lourdement armés – souvent décrits par CNN et d'autres organes de presse comme étant 'les forces de sécurité israéliennes.' Dans de telles circonstances, il s'agit notablement de termes bienveillants pour décrire une armée qui tire sur des manifestants.

"Quant aux lanceurs de pierres palestiniens, je n'ai jamais vu ou entendu un seul compte-rendu journalistique américain les décrire comme des 'manifestants pour la démocratie.' Pourtant, cela serait une manière appropriée de parler de gens qui – après plus de trois décennies de vie sous occupation – sont dans la rue pour réclamer l'autodétermination.

"Tandis que les policiers et les soldats israéliens, forts de leur puissance de feu extraordinairement supérieure, commettaient la plupart des tueries... les articles dans la presse américaine mettaient en valeur les ultimatums trompeurs délivrés par le Premier Ministre Ehud Barak sommant les Palestiniens de mettre fin à la violence – pendant que des Israéliens en uniforme continuaient à les tuer...

"Comme un certain nombre d'autres Américains juifs, je suis scandalisé par la manière dont Israël emploie les dollars issus de l'impôt américain. Pendant ce temps, alors que les journalistes s'entendent entre eux pour travestir la vérité, ils réduisent à peu de chose ce qu'il reste d'humanité en chacun de nous."
Norman Solomon, «Media Spin Remains In Sync With Israeli Occupation, » dans Fair's Media Beat, 14 octobre 2000.

Intifada 2000 - Une vue d'ensemble

"Dans l'analyse finale, il y a un seul moyen de 'stopper la violence' : c'est de mettre fin à l'occupation. Le désir de libération finira toujours par faire descendre dans la rue les populations occupées, des pierres dans les mains, prêtes à affronter la force d'armées puissantes, et préférant risquer la mort plutôt que de vivre comme des esclaves. Il ne s'agit pas d'action extrémiste, de racisme ou de ferveur religieuse. C'est juste le besoin d'être libre..."

"La réalité de [l'occupation] est une violence sans fin. Cela signifie : être encerclé par une armée étrangère abusive qui impose un système social impossible à distinguer de l'apartheid ; des confiscations de terres qui sont ensuite données à des centaines de milliers de colons israéliens dans des communautés réservées aux Juifs et reliées entre elles par des routes utilisables par les seuls Juifs ; des démolitions de maisons ; la torture ; des villes séparées les unes des autres, coupées régulièrement du monde. Cela signifie : vivre dans une énorme prison..."

"Depuis 1967, une seule solution valable au conflit a été proposée. Le plan s'articule dans la Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, qui établit une solution en deux parties 'la terre contre la paix'. La première partie dit qu'Israël doit se retirer des territoires occupés après 1967. La deuxième partie demande à tous les Etats de la région de vivre en paix et en sécurité dans ces frontières. L'obligation israélienne, le retrait des territoires occupés, n'a pas du tout été tenue. » *Hussein Ibish, directeur de la communication du Comité Américano-Arabe Contre la Discrimination, dans le Los Angeles Times, 18 octobre 2000.*

Albright leur met les faits sous le nez

"Avec son éternel air pincé, sans expression, ne laissant filtrer aucune émotion et son regard vitreux, Madame Albright a répété : 'Ces lanceurs de pierres palestiniens assiègent Israël,' ajoutant que l'armée israélienne se défend...[Mais] 'C'est Israël qui est l'occupant belligérant de la Palestine (et non pas l'inverse). Les chars israéliens et autres véhicules blindés encerclent les villages palestiniens, les camps et les villes (et non pas l'inverse). Les chars d'assaut Apache (de fabrication américaine) tirent des missiles LAU et d'autres sortes de

missiles sur les manifestants palestiniens ainsi que sur leurs maisons (et non pas l'inverse). C'est Israël qui importe des colons juifs pour installer des colonies armées illégales au cœur du territoire palestinien (et non pas l'inverse). Ces colons sont installés sur le saccage de la Cisjordanie et les Israéliens terrorisent les Palestiniens jusque dans leurs maisons (et non pas l'inverse)... Israël commet des atrocités contre les Palestiniens en totale impunité, et pourtant vous maintenez 'qu'Israël est assiégé.'" *Hanan Ashrawi, dans «The Progressive, » décembre 2000.*

Ce qu'Arafat a offert

"Dans sa couverture des récentes rencontres de Camp David, la presse américaine a suivi docilement la position des gouvernements américain et israélien, prétendant que c'est la mauvaise volonté des Palestiniens qui a été la cause de l'échec, alors que le Premier Ministre Ehud Barak avait fait des concessions courageuses en faveur de la paix.

"Peu importe si les 'courageuses concessions' de Barak consistaient à autoriser les Palestiniens à avoir une responsabilité administrative conjointe sur deux ou trois quartiers arabes éloignés de Jérusalem-Est – misérable miette jetée sur le tapis qu'Arafat était censé ramasser avec gratitude." *Eduardo Cohen, reporter juif américain, « What Americans Need to Know – But Probably Won't Be Told – To Understand Palestinian Rage, » Palestine Media Watch, www.pmwwatch.org*

Ce qu'Arafat a offert – suite

"Barak donne l'impression de ne demander que 10% des territoires occupés. La vérité est plus proche de 30%, en tenant compte des territoires qu'il veut annexer dans la région de Jérusalem et ceux qu'il veut placer sous son 'contrôle et sa sécurité' dans la vallée du Jourdain. Mais il y a pire : sur la carte soumise aux Palestiniens, les points concernant les pourcentages coupaient le pays entre l'ouest et l'est et entre le nord et le sud. Ainsi, l'Etat palestinien aurait consisté en un groupement d'îlots, chacun entouré de colons et de soldats juifs.

"L'opinion publique mondiale est toujours du côté de l'opprimé. Dans ce combat, nous sommes Goliath et eux David. Aux yeux du monde [hors les Etats-Unis], les Palestiniens livrent une guerre de libération contre une force d'occupation. Nous sommes sur leur territoire, pas eux sur le nôtre. Nous sommes les occupants, ils sont les victimes. Voici la situation objective et aucun ministre de la propagande ne peut changer cela." *Uri Avnery, activiste pour la paix, « 12 Conventional Lies About the Palestine-Israeli Conflict, » Palestine Media Watch, www.pmwwatch.org*

"Lettre Ouverte A Un Ami, Maintenant En Paix", écrite par un Israélien

"Cela fait exactement sept ans que je t'ai écrit ma dernière lettre. C'était le lendemain de la signature des Accords d'Oslo, lorsque tu m'avais invité à danser sur la place Menora... Laisse-moi te rappeler quelques passages de cette ancienne lettre.

"Tu dansais sur la place parce que cette paix te rendait heureux. Pas juste la paix, mais un mélange de paix, de sécurité, de Palestiniens se frappant la poitrine pour les péchés commis (en renonciation au terrorisme), et de concessions considérables effectuées par l'autre partie. Une paix dont tu peux être fier. Une paix – ainsi que tu le vantes – pour laquelle nous ne concédons rien ("Trois fois rien," chuchote le Premier Ministre) et nous gagnons beaucoup : la reconnaissance, une plus grande sécurité, la fin de l'Intifada, la renonciation au terrorisme, ne plus être inquiétés par les Arabes et plus encore. Cette paix te rend joyeux et en son honneur tu m'invites à danser avec toi. Non merci... Vous vous êtes débarrassés de Gaza, vous avez séparé les Israéliens des Palestiniens, vous leur avez laissé le sale boulot et vous n'avez même pas promis le retrait ou la création d'un véritable Etat. La paix peut-elle être aussi bon marché ?"

"Moi, par contre, je vois la paix comme une fin, pas seulement comme un moyen, et j'appelle à quitter les Territoires Occupés parce que nous n'avons rien à y faire, même si l'occupation ne nous coûtait pas une seule victime ou pas un centime ; et je suis contre tirer sur des enfants – et des adultes – tout simplement parce qu'il est interdit de tirer sur des enfants ou sur de simples civils.

"Après ces quelques lignes que je t'avais écrites, tu as célébré la paix et tu es devenu gros et prospère. Les multiples violations répétées de ces accords ne t'ont pas ému – sans parler du changement dans notre culture de la guerre et de l'occupation, le ton arrogant de ceux qui négocient en notre nom et leurs tentatives d'obtenir de plus en plus en échange de moins en moins...

"Qu'est-ce qui pourrait nous troubler dans tout cela ? Une armée conquérante utilise des chars et des hélicoptères de combat pour disperser des manifestations. Qu'est-il si difficile à comprendre là-dedans?... Il y a l'occupation et le combat contre l'occupation. Il y a des manifestants et il y a une armée qui a reçu l'ordre de faire couler leur sang. Et ne viens pas me raconter l'histoire des fusils ! Avec ton glorieux passé guerrier tu devrais comprendre ce que même les reporters de CNN comprennent, à savoir que les fusils ne sont pas dangereux ni pour Israël ni pour les soldats tant qu'ils ne sont pas trop près...

"[Dans la lettre de 1993, je disais] 'la paix est un tango qui se danse dans l'unité entre deux partenaires ; ce n'est pas une danse où l'un des deux fait tourner l'autre selon sa convenance... Dans ta danse de la paix tu n'as pas de

partenaires, seulement des ennemis. Puisque ta paix est son occupation, ton succès est sa perte...La paix est encore très loin parce qu'il n'y a pas de paix sans honnêteté, parce qu'il n'y a pas de paix sans égalité. Tu veux les forcer à mentir, tu veux les forcer à se rendre pour faire la paix, tu célèbres une paix entre maîtres et esclaves. Dans ces conditions il y aura peut-être paix-et-silence, mais de Paix, non. Pas tant que tu n'ouvriras tes yeux et ton cœur. Pas tant que nous ne serons prêts pour une paix de partenaires et dans l'égalité." *Michael (Mikado) Warschawski, "The Party Is Over: An Open Letter to a Friend In Peace Now."*

« Barak a promis la paix et a apporté la guerre, et ce n'était pas un accident. »

"...Alors qu'il parlait de paix, il accéléra la colonisation. Territoires palestiniens coupés en morceaux par des routes de 'contournement'. Terres confisquées. Maisons démolies. Arbres déracinés. Economie palestinienne paralysée... Il conduisit des négociations où il tenta d'imposer aux Palestiniens une paix qui se résumait à leur capitulation. Il n'était pas satisfait que les Palestiniens, en acceptant la Ligne Verte, avaient renoncé à 78% de leur patrie historique. Il demanda l'annexion de 'blocs d'implantations' et prétendit que cela représentait 3% du territoire alors qu'en fait, il entendait que plus de 20% restent sous contrôle israélien. Il voulait contraindre les Palestiniens à accepter un 'Etat' coupé de tous ses voisins et constitué de plusieurs enclaves isolées les unes des autres, chacune encerclée par des implantations israéliennes et des soldats... Se vantant publiquement qu'il n'avait pas rendu le moindre centimètre de territoire... Lorsque l'Intifada éclata, il envoya des snipers pour tuer froidement et de loin des centaines de manifestants non-armés, des adultes et des enfants. Il fit le blocus de chaque village et de chaque ville, les conduisant au bord de la famine, pour les forcer à se rendre. Il bombardait les faubourgs, Il entama une politique de 'liquidations' de type mafieux, causant une escalade inévitable de la violence." *Uri Avnery, activiste israélien pour la paix, le 3 février 2001, www.gush-shalom.org*

Une occupation 'bénigne' ?

"Les Israéliens aiment à croire, et le disent au monde entier, qu'ils conduisent une occupation 'éclairée' ou 'bénigne', différant qualitativement des autres occupations militaires que le monde a pu connaître. La vérité est tout autre. Comme toutes les autres occupations, Israël s'est établi par la brutalité, la répression et la peur, la collaboration et la trahison, les chambres de torture et de corrections, et aussi l'intimidation, l'humiliation et la manipulation quotidiennes." *Benny Morris, historien israélien, « Righteous Victims. »*

Ce que le mot « bouclage » signifie

"A juste une heure de route de Jérusalem, un drame cruel, que l'on n'avait plus revu depuis les premiers jours de l'occupation israélienne, se déroule depuis cinq mois, mais la majorité des Israéliens s'en moquent éperdument. L'étau que constitue la clôture de séparation, dans sa nouvelle forme, étrangle de plus en plus une population de 2,8 millions d'habitants, et pourtant personne n'en parle.

"Cela doit être dit sans fioriture et de façon simple : Il n'y a jamais eu une telle clôture à cet endroit, sur la terre des barrières et des clôtures. Aux pires moments de la première Intifada, lorsque l'IDF (*Israeli Defense Force*) était omniprésente et que le couvre-feu régnait en maître absolu, il n'y avait pas de situation où tout un peuple était emprisonné sans procès et sans le droit de faire appel.

"Israël a découpé la Cisjordanie au moyen de centaines de tranchées, de remparts de terre et de cubes de béton qui ont été placés à l'entrée de la plupart des villes et villages. Personne n'entre et personne ne sort, ni les femmes enceintes, ni les mourants. Il n'y a même pas un soldat avec lequel on peut argumenter ou supplier. Un réseau de sentiers et de pistes sinueuses qui traversent l'encerclement jettent tout un peuple sur des routes boueuses et caillouteuses, avec le risque aggravé de se faire prendre ou de se faire tirer dessus par des soldats qui ouvrent souvent le feu sur des voyageurs désespérés...

"Les Palestiniens des territoires n'ont jamais connu dans le passé une telle détresse et une telle souffrance sur une si grande échelle. Elles engendreront un désespoir sans précédent et finiront par déclencher une violence encore plus cruelle et douloureuse que ce que l'on a vu jusque là... Voilà de quoi il s'agit : la détresse épouvantable des Palestiniens, causée par la présente clôture, deviendra bien vite celle des Israéliens... Le siège actuel, opération honteuse et scandaleuse, doit être levé rapidement. Il ne doit pas être conditionné à l'arrêt des violences, parce que le siège en lui-même est le meilleur encouragement à la violence." *Gideon Levy, écrivain israélien, dans Haaretz, le 4 mars 2001.*

Quelques idées sur l'avenir

Un futur, libéré de tout ethnocentrisme

"Le premier défi, donc, est d'obtenir d'Israël la reconnaissance de ce qu'il nous a fait subir... Mais alors, je pense que nous devons aussi insister sur l'éventualité d'une forme de coexistence où il serait possible de créer une vie nouvelle et meilleure, libérée de tout ethnocentrisme et d'intolérance religieuse... Si nous présentons nos revendications à propos du passé comme une ouverture vers la voie à une forme de réciprocité et de coexistence future, nous obtiendrons un écho positif et durable de la part des Israéliens et des Occidentaux." *Edward Saïd dans « The Progressive, » mars 1998.*

La réponse ? Un Etat palestinien souverain.

"La destination finale d'un accord de paix israélo-palestinien a commencé d'émerger de la brume politique. Un tel accord doit... donner un Etat souverain au peuple palestinien, non contesté, indépendant et à eux. C'est une question de justice et de sens pratique. Si une véritable paix, stable et pérenne, est l'objectif, alors il n'y a aucune autre option... Les seuls signes extérieurs d'un Etat ne seront pas suffisants. L'Etat devra être réel et viable. Les conditions suivantes sont essentielles : l'intégrité territoriale et la contiguïté... ; de nouveaux découpages du territoire palestinien rendront politiquement et économiquement impossible le maintien d'un Etat... ; il ne pourra subsister sur la terre palestinienne aucune poche de civils palestiniens régie par les autorités israéliennes ... ; la capitale souveraine devra se situer à Jérusalem ; Jérusalem-Est est le cœur historique, spirituel et commercial de la Palestine ; l'exclure de l'Etat palestinien est impensable...

"*La justice et l'équité pour les réfugiés...* Par principe, le droit des Palestiniens au retour ou à être indemnisés pour la perte de leurs maisons et de leurs terres n'est pas négociable... Israël doit reconnaître la souffrance et les privations des réfugiés palestiniens en résultat de leur expulsion de leur pays d'origine, et doit les assister dans leur réinsertion et leur réintégration." *Editorial d'A.S. Khalidi dans le « New York Times » du 11 février 1997.*

La réclamation des réfugiés palestiniens sur leur droit au rapatriement est tout autant réaliste que juste

L'ingénieur et parlementaire palestinien Salman Abou Sitta...[démontra] que 'le retour des réfugiés est possible tout en n'impliquant aucune dispersion notable

de résidents juifs.' Cela parce que 78% de la population juive vit sur seulement 15% du territoire'...

"Ironiquement, la région du Nord de la Galilée, de laquelle un grand pourcentage de réfugiés ont été chassés, est très peu peuplée parce que la plupart des immigrants qui s'y sont installés ont refusé de rester loin des centres urbains israéliens d'Haïfa, de Tel-Aviv et de Jérusalem... et que ceux qui cultivent les anciens champs palestiniens sont bien souvent des Thaïlandais, des Roumains et autres non-juifs qui ont de fortes chances de retourner dans leurs pays à la fin de leurs contrats." *Richard Curtiss, dans le numéro de juin 2000 du « Washington Report On Middle East Affairs. »*

Un professeur israélien appelle à un nouveau sionisme

"Il s'agissait de notre propre nationalisme...qui a conduit le pays à l'occupation et à la colonisation de la Cisjordanie... Aucun des dirigeants du mouvement travailliste ne pensait que les Palestiniens méritent d'avoir les mêmes droits [que les Juifs] parce qu'aucuns d'eux ne croient dans les droits universels. Prétendant, comme [Arthur] Hertzberg et d'autres, que l'occupation et la situation coloniale créées dans les trente dernières années étaient simplement le résultat du refus des Arabes de reconnaître Israël, n'est rien d'autre que la recherche d'un alibi et la falsification de l'histoire..."

"Le moment est venu de dire que si les colonies de Judée et de Samarie ou dans le cœur même d'Hébron sont une continuation naturelle, logique et légitime de l'intention originelle du sionisme, alors, nous avons besoin d'un nouveau sionisme. Si un 'Etat juif' qui ne reconnaît pas l'égalité absolue de tous les êtres humains est considéré comme étant plus proche de l'esprit des pères fondateurs que de l'esprit d'un nouveau sionisme libéral, alors il est temps de dire au revoir aux fantômes des fondateurs, et de commencer à nous fabriquer une identité séparée des ramifications mystiques de notre religion et séparée du côté irrationnel de notre histoire." *Ze'ev Sternhell, professeur israélien en sciences politiques, dans « Tikkun, » mai 1998.*

Sources pour effectuer de plus amples recherches sur la Palestine et sur Israël

Ces courtes citations ne prouvent pas, bien sûr, les affirmations qui sont faites ici. La preuve historique, cependant, est abondante et disponible dans une forme bien documentée dans les ouvrages cités.

Vous trouverez des sources utiles²⁹ notamment dans :

1. "Palestine and Israel : A Challenge to Justice" de John Quigley, professeur de droit à l'université de l'Ohio, Duke University Press, 1990.
2. "The Fateful Triangle : The United States, Israël & The Palestinians" de Noam Chomsky, professeur au MIT et 'sans doute le plus important intellectuel vivant' [NY Times]. South End Press, 1983.
3. "Original Sins : Reflections on the History of Zionism and Israel" de Benjamin Beit-Hallahmi. Une histoire honnête du sionisme écrite par un érudit israélien enseignant à l'université d'Haïfa. Olive Branch Press, 1993.
4. "Bitter Harvest" de Sami Hadawi. Une vue complète des preuves documentaires de la création de l'État d'Israël, écrite par un Palestinien chrétien qui y vécut pendant cette période. Caravan Books, 1979.

²⁹ [NdT] Nous n'avons pas trouvé de traductions françaises de ces ouvrages.

CONCLUSION 1

A l'attention des lecteurs juifs

Ainsi que nous venons de le voir, la racine profonde qui a engendré le conflit israélo-palestinien est limpide. Durant la guerre de 1948, 750.000 Palestiniens ont fui dans la terreur ou furent activement expulsés de leur terre d'origine ancestrale et sont devenus des réfugiés. Puis, l'État d'Israël leur refusa tout droit au retour et soit il détruisit leurs villages entièrement, soit il les expropria de leurs terres, vergers, maisons, entreprises et possessions personnelles pour l'usage de la population juive. Ceci constitua la naissance de l'Etat d'Israël.

Nous savons que c'est difficile à accepter émotionnellement, mais cette fois-là le peuple juif était dans son tort. Nous primes aux Arabes, par la force, la majeure partie de la Palestine et nous avons accusé les victimes d'opposer une résistance à leur dépossession. Si vous tamponnez une voiture, quelle qu'en soit la raison, la simple justice exige que vous la répariez. Notre obligation morale vis-à-vis des Palestiniens est tout aussi claire. Il est temps pour tous les Juifs de bonne conscience de faire tout ce qui est nécessaire pour réparer l'injustice faite aux Palestiniens afin de vivre selon la meilleure partie de la tradition juive – ses bases morales et éthiques.

Toute critique d'Israël est perçue par les Juifs américains comme mettant en danger le peuple juif, même si la critique est fondée. Mais "mon peuple, à tort ou à raison, mon peuple" n'est pas différent de "mon pays, à tort ou à raison, mon pays". Dès que nous nous aventurons sur la pente savonneuse où la fin justifie les moyens, nous laissons derrière nous toute prétention à la moralité. Avec des millions d'autres Juifs américains, non-affiliés aux principales organisations juives américaines, nous sommes outrés par l'oppression continue exercée par le gouvernement israélien sur les Palestiniens et nous avons le sentiment que cela a été la ruine de la haute réputation morale du peuple juif. Le gouvernement israélien pourrait résoudre la crise israélo-palestinienne dès demain. Ce serait vraiment dans le plus grand intérêt de ses citoyens d'agir ainsi, car les actes terroristes commis au hasard contre les Israéliens cesseraient si l'exigence des Palestiniens à avoir un Etat viable et indépendant était acceptée en compensation des pertes qu'ils ont subies.

Ici, en Amérique, nous autres Juifs sommes totalement intégrés dans le courant dominant de la société et nous détenons des positions de pouvoir et d'influence dans tous les champs d'activité. Nous n'avons plus besoin de camper sur notre défensive. Nous pouvons nous permettre de changer d'attitude en passant de "est-ce bon pour les Juifs ?" à "est-ce bon, tout-court ?" Les Juifs américains doivent au moins déclarer catégoriquement qu'ils ne peuvent tolérer l'occupation illégale de la terre palestinienne par Israël, ainsi

que le meurtre ou la mutilation des manifestants palestiniens armés seulement de pierres, comme il est documenté dans les rapports du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, de la Commission aux Droits de l'Homme de l'O.N.U., d'Amnesty International, de Human Rights Watch, de groupes israéliens tels que B'Tselem, etc.

Selon une étude commandée par les cinq plus grandes organisations juives américaines, mais retirée ensuite par eux, 20% des Juifs américains soutiennent l'exigence palestinienne et 35% disent que Jérusalem devrait être partagée. Face à un black-out quasi total dans notre presse sur la position palestinienne, ce résultat est très impressionnant. Rejoignez cette frange croissante de Juifs américains en contactant *Not In My Name* [Pas en mon nom] sur www.nimn.org, une association qui mène une coalition de groupes juifs pour protester contre l'occupation israélienne.

Les intérêts à long terme d'Israël seront bien mieux servis en soutenant les associations israéliennes qui oeuvrent pour la paix, telles que *Gush Shalom* (Le Bloc de la Paix) [www.gush.shalom.org], plutôt que le gouvernement israélien et sa répression brutale, qui conduit tout simplement à une violence sans fin. Les associations israéliennes pour la paix ont raison de critiquer leur gouvernement et doivent le faire, étant donné qu'elles agissent en notre nom. Des associations américaines comme le *Jewish Peace Lobby* [le Lobby Juif pour la Paix], *Jewish Voice for Peace* [La Voix Juive pour la Paix] et *the Middle East Children's Alliance* [l'Alliance des Enfants pour le Moyen-Orient] ont besoin aussi de votre soutien. Ne faites pas de compromis avec votre sens de l'éthique en soutenant aveuglément des mauvaises politiques – travaillez à la place à une juste solution.

SVP, écrivez à l'adresse à la fin de ce document pour demander des copies gratuites [en Anglais] et demandez à vos amis juifs de prendre connaissance de l'information qui est présentée ici. Pour le bien de tous. Paix.

CONCLUSION 2

A l'attention des lecteurs non-Juifs

Nous espérons que cette vue d'ensemble sur le passé historique à propos des racines qui sont à l'origine du conflit au Proche-Orient donnera à réfléchir à tous ceux qui ont soutenu jusqu'à présent les actions d'Israël. La persécution des Juifs en Europe, pendant des siècles, fut la pire des taches dans l'histoire européenne, et le désir des sionistes pour un refuge est certainement compréhensible. Cependant, comme toutes les autres entreprises coloniales, le sionisme était basé sur la totale indifférence concernant les habitants d'origine. C'est pourquoi il est moralement indéfendable. Et comme il a été dit précédemment, tous les crimes qui s'en sont suivis – et il y en a eu de nombreux des deux côtés – ont été la conséquence inévitable de cette injustice originelle faite aux Palestiniens.

Etant donné les dommages causés au peuple palestinien, l'obligation d'Israël est de faire tout ce qui est possible pour s'amender. Parmi ces possibilités, Israël devrait oeuvrer à la création d'un Etat souverain palestinien sur la totalité de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza avec pour capitale Jérusalem-Est. Israël ne devrait pas s'opposer à cet Etat et, de plus, devrait aider à sa fondation par l'entremise de réparations généreuses. En plus d'être la juste chose à faire, ceci aiderait à stopper les actes sporadiques de violence contre Israël, puisque le désir légitime des Palestiniens de posséder leur propre Etat serait réalisé. Enfin, toutes les lois discriminatoires contre les non-Juifs vivant en Israël devraient être abrogées. Au regard de l'histoire, résumée dans ce document, nous concluons que les Palestiniens ont été floués et que la justice exige justement que l'injustice soit réparée.

Une justice complète et totale devrait impliquer l'autorisation de tout Palestinien de retourner en Israël s'il le désire, mais, à vrai dire, nous comprenons que cela mènerait à encore plus de bains de sang. En conséquence, prenant en compte la réalité, nous nous joignons à Gush Shalom et aux autres groupes israéliens oeuvrant pour la paix pour demander un droit modéré au retour, négocié avec la majorité des réfugiés palestiniens qui seraient alors fixés dans un Etat palestinien, financé par des réparations généreuses provenant à la fois d'Israël et de la communauté internationale.

En tant que citoyens américains, nous avons l'obligation spéciale de nous assurer que la justice sera faite sur ce sujet. L'aide financière américaine envers Israël a été, et continue de l'être, colossale ; et notre soutien diplomatique est l'atout maître qui permet à Israël de poursuivre son occupation des territoires arabes. Nous vous recommandons vivement de contacter vos représentants

élus à Washington³⁰ et de les presser d'insister, comme condition préalable à la poursuite du soutien, pour qu'Israël respecte l'opinion publique internationale et se retire dans ses frontières de 1967, ainsi que les nombreux votes aux Nations-Unies l'ont exigé. Les Juifs américains, tout spécialement, ont la responsabilité particulière de reconnaître le point de vue des Palestiniens afin d'aider le débat à avancer. Comme Chomsky l'écrit dans « *Peace in the Middle East ?*, » il y a dans la communauté juive américaine une petite volonté d'accepter le fait que les Arabes palestiniens ont subi une monstrueuse injustice historique, quel que soit ce que l'on peut penser des réclamations concurrentes. Tant que cela n'aura pas été reconnu, une discussion sur la crise au Proche-Orient ne peut même pas débiter."

A long terme, ce n'est qu'en admettant leur culpabilité et en s'amendant que les Israéliens pourront vivre en paix avec leurs voisins. Seulement alors, la tradition séculaire des Juifs en tant que peuple doté d'un haut caractère moral pourra être restaurée. Et c'est seulement de cette façon que la sécurité, la paix et la justice retourneront réellement à cette ancienne terre.

Jews for Justice in The Middle East
P.O. Box 14561
Berkeley CA 94712

Envoyez vos commentaires par e-mail à truth@cactus48.com

Ils seront transmis aux éditeurs

Traduit de l'américain par Jean-François Goulon

³⁰ Les Français peuvent aussi contacter leur député à l'Assemblée Nationale : www.assemblee-nationale.fr